

Département territoires,
environnement et acteurs
Cirad-tera

**ETUDE DE CAPITALISATION DE
L'APPUI AUX ORGANISATIONS
AGRICOLES EN GUINEE**

**OFFRE TECHNIQUE ET
FINANCIERE DU CIRAD-TERA**

OCTOBRE 1998

A decorative graphic at the bottom of the page consists of several overlapping, curved, yellow-to-white gradient shapes that sweep across the width of the page.

PLB
COPIE



Centre
de coopération
internationale
en recherche
agronomique
pour le
développement

Département
territoires,
environnement
et acteurs
Cirad-tera

Programme
agricultures
familiales

BP 5035
73, rue J.-F. Breton
34032 Montpellier
Cedex 1
France
téléphone :
33 (0)4 67 61 65 30
télécopie :
33 (0)4 67 61 12 23

EPIC-SIRET
331 596 270 00172
RCS Paris B
331 596 270

**Monsieur le Chef de la Mission
de Coopération et
d'Action Culturelle**

BP 570
CONAKRY
GUINEE

Montpellier, le 16 octobre 1998.

Monsieur le Chef de Mission,

En réponse à votre courrier n°2433 du 15 septembre 1998 concernant l'étude de capitalisation de l'appui aux organisations agricoles en Guinée, je vous fais parvenir nos propositions.

Le dossier comprend :

- ➡ une présentation du CIRAD et de son programme Agricultures Familiales (AF),
- ➡ une présentation des compétences du programme AF dans le domaine de l'organisation des producteurs (diagnostic et appui),
- ➡ notre offre technique,
- ➡ l'équipe candidate,
- ➡ le devis de réalisation de l'étude.

Je me tiens à votre disposition pour toute information complémentaire que vous jugeriez nécessaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Chef de Mission, l'expression de mes salutations distinguées.

 **Jean-Pascal PICHOT**

Directeur du CIRAD-TERA

PLAN

I/ Le CIRAD : domaine d'intervention et compétences

1. Présentation rapide du CIRAD
2. Expériences dans le domaine des organisations paysannes
 - 2.1. Présentation du programme Agricultures Familiales
 - 2.2. Expériences de terrain (projets, expertises...)
 - 2.3. Références bibliographiques du CIRAD sur le sujet

II/ Offre technique

1. Contexte global et objectifs
2. Proposition d'une démarche et indications méthodologiques

III/ Equipe candidate

1. Réalisation de l'étude
2. CV des experts proposés

IV/ Proposition financière : devis

I/ Le CIRAD : domaine d'intervention et compétences

1.1. Présentation rapide du CIRAD

1. LE CIRAD - DOMAINES D'INTERVENTION ET COMPETENCES

1.1 PRESENTATION RAPIDE DU CIRAD

Le Centre de Coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, établissement public français créé en 1984, a pour mission de contribuer au développement des régions chaudes par des recherches, des réalisations expérimentales, la formation et l'information scientifique et technique dans les domaines agronomique, zootechnique, vétérinaire, forestier et agroalimentaire.

Le CIRAD comprend un effectif de 1 800 personnes, dont 900 cadres. Ses activités sont menées à partir de ses centres en France (Montpellier, Nogent-sur-Marne) et dans les DOM-TOM. Il collabore avec plus de 90 pays et ses chercheurs résident dans une cinquantaine de pays sur les cinq continents.

Depuis 1998, le CIRAD comporte 28 programmes regroupés en sept départements. Dans le cadre de cette nouvelle organisation, le département TERA (Territoires, Environnement et Acteurs) est plus particulièrement chargé des recherches en matière de développement régional et des appuis concernant la gestion des ressources et les stratégies des différents acteurs du développement.

Il regroupe un effectif de 142 personnes réparti en quatre programmes : deux programmes éco-régionaux (Savanes et Systèmes irrigués, Tropiques Humides) et deux programmes d'appui scientifique (Espaces et Ressources, Agricultures Familiales). Le programme Agricultures Familiales est spécifiquement chargé des actions portant sur les organisations paysannes et sur leur rôle dans le développement.

Le CIRAD-TERA conduit ses programmes en partenariat avec les gouvernements, les centres de recherche, les ONG, les organisations de producteurs. Des approches participatives et multidisciplinaires sont utilisées au niveau du diagnostic, de la mise en oeuvre, du suivi et de l'évaluation des opérations de développement. Ses activités intéressent différentes catégories d'opérateurs - individuels ou collectifs. Hommes et femmes, jeunes, membres des unités de production, responsables d'organisations, de projets ou d'institutions étatiques sont impliqués aux différentes phases de ses actions.

LE CIRAD
INFORMATIONS ADMINISTRATIVES

Nom : CIRAD

Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique
pour le Développement

Année de création : 1984

Statut : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial (EPIC)

Direction Générale : CIRAD

Adresse : 42, rue Scheffer - 75116 Paris - France

Téléphone : 33.1.53.70.20.00

Fax : 33.1.53.70.20.34

Télex : 648729F

Direction CIRAD-TERA

Directeur : Monsieur Jean-Pascal Pichot

Adresse : BP5035 - 73, rue Jean-François Breton - 34032 Montpellier cedex 1

Téléphone : 33.4.67.61.56.23

Fax : 33.4.67.61.12.23

Numéro Registre

n. RCS PARIS B 331 596 270 du Commerce
(85B07835)

CEE

Numéro

DGVIII-DGI DACON : C 611

2.1. Présentation du programme Agricultures Familiales

Agricultures familiales

INTRODUCTION

MUTATIONS DANS L'ENVIRONNEMENT DES AGRICULTURES FAMILIALES

A. Les agricultures familiales (entendues dans leurs dimensions de production, commercialisation et transformation alimentaire) constituent l'essentiel des économies agricoles et agro-alimentaires des pays avec lesquels le CIRAD a vocation à développer ses recherches en coopération. Elles regroupent la majorité de la population agricole ; elles participent à la structuration des territoires ; elles assurent la partie principale de la production. Elles sont bien sûr partie prenante d'agricultures où interviennent des firmes agro-industrielles nationales, étrangères ou multinationales.

Elles se caractérisent par une très grande diversité, de par leur rapport au foncier, la nature des activités productives, l'espace géographique qu'elles exploitent, les modalités de regroupement familiaux, la place qu'elles occupent dans les sociétés, au plan économique, social, culturel, et politique

B. Ces agricultures familiales sont soumises aux mêmes changements que le reste des économies et des sociétés, à savoir une intégration croissante dans un système international qui a connu des bouleversements majeurs depuis le tournant des années 1980. Ces bouleversements sont le résultat d'une évolution en plusieurs étapes.

B.1. La première étape (à compter du début des années 1980) a été caractérisée par la mise en oeuvre des politiques d'ajustement structurel comme réponses indifférenciées au problème de la dette. Elle s'est traduite par le changement des règles du jeu au niveau national, notamment : le retrait des Etats de nombreuses fonctions de production et d'appui - et son corollaire les privatisations -, l'arrêt des politiques de prix, d'aides et de subventions (intrants, crédit, mécanismes compensatoires...), la fin des filières administrées et monopoles...

B.2. La deuxième étape est venue renforcer l'ampleur des modifications induites par l'ajustement structurel. Elle s'est traduite par la libéralisation progressive des marchés internationaux (à compter de la seconde moitié de la décennie), caractérisée par : la fin des grands accords internationaux sur les produits agricoles, le désarmement des protections douanières et tarifaires, dont l'aboutissement est la mise en place de l'OMC. Cette étape entraîne un changement radical des règles du jeu au niveau international et conditionne le mode d'insertion des agricultures sur les marchés (qu'il s'agisse des marchés à l'exportation ou du fonctionnement des marchés intérieurs).

B.3. Ce mouvement d'intégration s'exprime par une mondialisation des conditions de la production et des échanges. Il est conforté et renforcé par le rôle significatif et croissant des grandes agences internationales qui influencent souvent les prises de décision nationales. Ces agences orientent les politiques vers un modèle néolibéral qui structure les choix macro-économiques, les choix sectoriels et, de plus en plus, les choix de gouvernement (bonne gouvernance).

B4. La nouvelle donne se caractérise aussi par de nouvelles préoccupations de la communauté internationale : volonté affichée d'un développement durable, impliquant une gestion patrimoniale des ressources ; et donc la reconnaissance du rôle joué par les acteurs du monde rural dans la gestion des externalités et des biens publics. L'émergence de la préoccupation du chômage, et la volonté, apparente dans les pays du Nord, de mieux prendre en compte la pluriactivité, qui peut se manifester aussi dans les pays du Sud selon différentes modalités

C. De telles mutations de l'environnement global et leurs conséquences nationales et locales entraînent des recompositions économiques et institutionnelles aux plans sectoriel et territorial. Elles rendent nécessaire, dans de nombreux cas, une redéfinition du contrat entre la société et le monde agricole. Elles provoquent un accroissement des contraintes qui pèsent sur les petits producteurs familiaux, dans un contexte qui entraîne le creusement des écarts de productivité. Et la non préparation des pays du Sud à ce désengagement public ne permet pas les conditions qui ont permis les révolutions agricoles et industrielles des pays du Nord

C.1. Ces recompositions s'opèrent par "le haut" : émergence et consolidation du rôle de macro-acteurs privés en réponse à l'unification des marchés mondiaux (concentration des industries agro-alimentaires, implantation amont des grandes firmes industrielles et du négoce), ouverture internationale des opérateurs nationaux, fin des chasses gardées économiques (par exemple arrivée d'opérateurs asiatiques en zone franc).

C.2. Ces grandes mutations de l'environnement économique s'accompagnent dans nombre de cas de mutations institutionnelles de nature et d'importance variables selon les pays : démocratisation de la vie publique et décentralisation, réorganisation des services d'appui au développement (recherche et vulgarisation, crédit agricole, approvisionnement...), réglementations nouvelles concernant le secteur coopératif et associatif, révision des législations foncières...

La superposition des échelons de décision implique souvent un accroissement dans la complexité des situations, et la nécessité de collaborations pluri- institutionnelles.

C.3. Elles s'expriment aussi par "le bas" : dynamiques des organisations paysannes et socio-professionnelles, renforcement de réseaux locaux autour de savoir-faire techniques, de la spécification des produits, de pratiques commerciales et, en Afrique, émergence de nouvelles règles foncières.

D. Ces recompositions s'accompagnent de l'émergence de nouvelles règles et de nouvelles conventions entre macro-acteurs. Elles débouchent au niveau des nations sur des différenciations socio-économiques croissantes entre groupes et entre régions (marginalisation, exclusion) ; elles suscitent aussi des regroupements économiques à caractère géographique au niveau international (grands marchés, intégration : UE, ALENA, MERCOSUR, APEC). Tant au plan économique

qu'institutionnel, la question se pose des inégales capacités réelles des acteurs à participer effectivement à la redéfinition de ces règles.

I/ INTITULE

Programme

Agricultures familiales

Acteurs, marchés, organisations

II/ ENJEUX ET OBJECTIFS

2.1. Enjeux et développement

Pour les agricultures familiales, un tel contexte marqué par des évolutions aussi rapides offre de nouvelles opportunités mais aussi de nouvelles contraintes. L'enjeu pour les agricultures familiales réside dans le renforcement de leurs capacités d'adaptation à un contexte de plus en plus incertain tout en limitant les phénomènes croissants de marginalisation sociale et économique.

Cette possibilité d'adaptation des agricultures familiales dépend de leurs capacités à relever deux défis principaux :

(I) Comprendre la complexité des phénomènes à l'oeuvre :

Les organisations professionnelles et/ou locales doivent d'abord être en mesure de comprendre les nouveaux enjeux, les nouveaux rapports de force pour pouvoir définir des stratégies d'action adaptées à la défense de leurs intérêts et de ceux de leurs membres. Cette étape est impérative pour toute concertation réelle et pour la négociation de nouvelles règles du jeu (organisation d'une filière, promotion d'une production, gestion des ressources).

(II) Trouver les meilleurs modes d'insertion dans un environnement de plus en plus concurrentiel et instable :

Le désarmement des différentes protections nationales impose un impératif de compétitivité (en termes de coûts, de qualité, de régularité des volumes de produits) pour préserver des parts de marché et donc la rémunération des producteurs ; il soumet aussi les unités économiques à de fortes variations de conjoncture. Il convient donc de gérer cette plus grande instabilité et cette concurrence accrue par de bons dispositifs d'information, une plus grande souplesse des systèmes techniques, de nouvelles formes de coordination entre acteurs.

(III) L'évolution des sociétés s'accompagne de l'apparition de nouveaux besoins, solvables ou non par le marché, auxquels les agriculteurs peuvent répondre.

2.2. Enjeux scientifiques

Les mutations actuelles correspondent à des changements inédits par leur ampleur géographique et la complexité de leurs conséquences dont la connaissance apparaît comme une condition indispensable à l'action.

La compréhension de ces phénomènes requiert la construction de nouveaux modèles explicatifs contribuant à la compréhension des phénomènes par une théorisation à partir d'une approche comparative de situations concrètes (approche inductive).

Cette connaissance permet d'apprécier la portée et la signification des changements en termes économiques, sociaux et institutionnels et fournit donc la base d'investissements renouvelés en matière de recherche-action et d'appui aux nouveaux acteurs du développement.

L'hypothèse de l'existence potentielle d'initiatives économiques en milieu rural, celle de la possibilité, pour des populations à actifs précaires, de s'émanciper restent à démontrer, face à de forts courants de pensée qui considèrent que l'avenir est dans les villes, et que les politiques "doivent permettre de se débarrasser en douceur des petits producteurs inutiles"

2.3. Les objectifs

Quatre objectifs principaux ont été identifiés :

(I) Analyser les formes d'adaptation individuelles et collectives qui apparaissent face aux mutations d'un contexte devenu plus instable et plus concurrentiel.

La compréhension du fonctionnement des agricultures familiales devra se faire dans une approche dynamique, en intégrant les niveaux local et régional.

Le programme veillera à ne pas sous estimer l'évolution vers le rural, les nouvelles organisations qui naissent du développement local, qui prennent en charge d'autres domaines que l'agricole. Les analyses porteront donc aussi sur d'autres compartiments de la société : marché de l'emploi, pluriactivité, le champ considérable de la micro-entreprise.

(II) Caractériser les innovations (techniques, économiques, organisationnelles et institutionnelles) susceptibles de permettre une meilleure adaptation, dans la durée, des unités économiques de production, de transformation, de prestation de services, etc...

(III) Identifier les conditions qui rendent possible et favorisent une maîtrise sociale accrue du changement, notamment par un renforcement de la structuration socio-professionnelle des acteurs économiques et par la construction de cadres de concertation plus équitables.

(IV) Accompagner les acteurs à identifier et à valoriser les opportunités que peut offrir l'environnement économique, politique et institutionnel.

Les collaborations multi-institutionnelles qui se développent ouvrent un champ de recherche original, pour caractériser les nouvelles stratégies en oeuvre, et celles à promouvoir.

Pour atteindre ces objectifs, le programme *Agricultures familiales* se propose de structurer une réflexion transversale en collaboration avec les programmes filières et les

programmes éco-régionaux. En effet, ces questions se posent de façon différenciée selon les lieux, les caractéristiques historiques et socio-économiques de chaque région ou de chaque filière.

C'est donc à partir de cas concrets et en développant une approche comparative que l'on pourra simultanément :

- comprendre les phénomènes à l'oeuvre dans une région ou à l'intérieur d'une filière donnée ;
- produire de la connaissance sur ces phénomènes transversaux à travers une théorisation et une modélisation qui à son tour alimente la recherche-action sur des systèmes particuliers.

Dans le cadre de la recomposition entre domaines public et privé, le programme s'intéressera spécialement aux interventions publiques, en montrant leur caractère indispensable pour un bon fonctionnement de la sphère privée.

III/ INTÉRÊT POUR LE DÉVELOPPEMENT

Ce programme doit permettre de préciser les conditions et les mécanismes selon lesquels les agricultures familiales pourront négocier leur insertion durable dans les nouveaux espaces économiques et cela dans les meilleures conditions possibles.

Les analyses effectuées devront permettre de :

- procéder à des recommandations en matière d'innovation techniques, économiques et organisationnelles pour la mise en oeuvre d'actions de développement ;
- fournir des éléments d'information aux politiques sur les conditions qui peuvent permettre une amélioration durable des conditions économiques et sociales des agricultures familiales ;
- favoriser une meilleure adaptation de la recherche aux besoins et capacités de réalisation des agricultures familiales.

IV/ LES AXES ET LES THÈMES SCIENTIFIQUES

Le programme propose d'organiser sa réflexion et sa production scientifique autour des axes et des thèmes suivants.

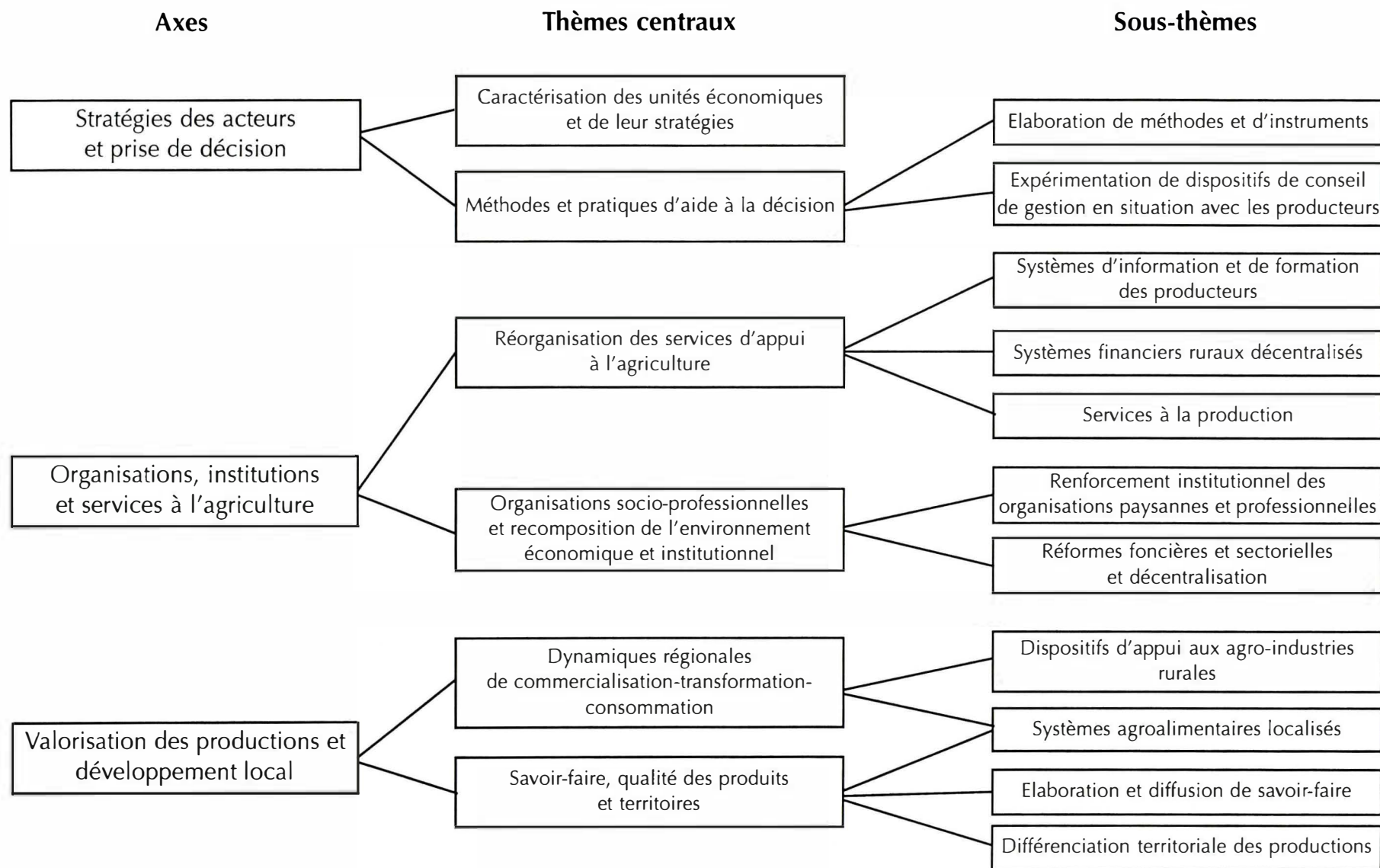


Figure 1. Thématiques principales du programme *Agricultures familiales*.

REFERENCES RECENTES DU CIRAD-TERA

EN MATIERE D'APPUI AUX

ORGANISATIONS PAYSANNES ET SOCIO-PROFESSIONNELLES

1. MISSIONS D'EXPERTISE ET D'APPUI

- **Stratégies paysannes en zone cotonnière au Cameroun.** Tome 1 : rapport, tome 2 : agro-économie, tome 3 : socio-économie, tome 4 : organisations paysannes, tome 5 : atlas CIRAD-SAR, 1994. - 5 vol., 785 p. : réf, 13 cartes, tabl., graph.
- **Les organisations de producteurs face aux défis de la mise en marchés de produits agricoles aux petites Antilles.** Cas de la Dominique et Sainte-Lucie. Bosc P.M. CIRAD-SAR, 1994/03. - 75 p.: réf, tabl. - CIRAD-SAR
- **Methodological support and Programming mission for the Likwama farmers cooperative union (Caprivi Region, Namibia).** Baron V. CIRAD-SAR, 1994/12. - 29 p. : réf., tabl.
- **Assistance aux groupements féminins de la zone encadrée de Kayes-Nord.** Mise en place du système de suivi évaluation. Mission du 25 novembre au 15 décembre 1996. FAO-Projet GCP-MLI-017-BEL. Razakaboana F. CIRAD-SAR, 1996. - 80 p. ill., tabl., graph.
- **Projet d'appui aux structures rurales de la zone soudanienne du Tchad.** Tome 1: Rapport général. Synthèse du diagnostic. Etude de faisabilité. Mercoiret M-R- (ed.) , Yung J-M. (ed.) , N'Gamine J. (ed.) ; Lecomte Y. (ed.) CIRAD, 1996/06. - 268 p., réf, tabl.
- **Mission d'évaluation du projet d'appui à la Likwama Farmers Co-operative Union (Caprivi region, Namibie).** Baron V. CIRAD-SAR, 1996/07. - 37 p., tabl.
- **Etude "stratégies des producteurs en zone cotonnière".** Guinée. Novembre 96. Yung J-M.
- **Les relations entre la recherche agronomique et les organisations paysannes.** Mali. Octobre 96. Mercoiret M-R, J. Berthomé, PM. Bosc et J. Guillaume.

2.2. Expériences de terrain (projets, expertises...)

- **Appui à l'Union des groupements villageois de L'Oudalan.** Burkina-Faso. Novembre 96. Rondot P.
- **Les dynamiques d'organisation autour du Centre de formation et d'appui au développement de la NEPIA:** éléments de diagnostic et propositions. Mercoiret M-R. CIRAD-SAR, 1997. - 50 p.
- **Relations entre recherche et organisations paysannes.** Compte rendu de la mission effectuée au Brésil du 5 au 24 juillet 1996. Mercoiret M-R. CIRAD-SAR, 1997. - 25 p
- **Des travailleurs de la terre maîtres de la production ?** Compte-rendu de mission exploratoire à Cuba. Propositions pour une intervention globale du CIRAD, Cuba, Octobre 1997. M. Dulcire. Montpellier (FRA). CIRAD-TERA, 1997. - 30p.
- **Le volet formation du projet Lomaco-Montepuez.** Programmation des activités, campagne agricole 1997-1998. Rapport de mission au Mozambique du 16 au 26 octobre 1997. Montpellier (FRA). P. Bonnal. CIRAD-TERA, 1998. - 26p.
- **L'appui aux associations de producteurs.** Compte-rendu de la mission effectuée à Montepuez (Cabo Delgado - Mozambique) 4 au 12 mars 1998. Montpellier (FRA). MR. Mercoiret. CIRAD-TERA n.27/98.
- **Guinée. Stratégie des producteurs de café en Guinée forestière.** B. Goud, M. Pescay. Juin 98. Rapport en cours.
- **Renforcer la liaison entre la recherche, les organisations paysannes et les producteurs pour une meilleure génération et diffusion des technologies agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre.** Initiative CORAF/Coopération anglaise/Coopération française. Missions au Burkina Faso, Guinée, Cameroun, Ghana, Gambie. Juillet à octobre 1998. PM. Bosc, C. Bourdel, M. Dulcire, N. Sibelet. CIRAD-TERA. Rapport en cours.

FORMATIONS :

- Module CIRAD-CNEARC ; organisation de producteurs. Master Européen VOPA (Vulgarisation et Organisation Professionnelle des Agriculteurs). Organisé chaque année - Responsable pédagogique : MR. Mercoiret.
- Module Organisation des producteurs pour le programme européen NECTAR.
- Philippines : Séminaire sur l'analyse des organisations professionnelles et des filières de commercialisation PM. Bosc. Janvier 1997.
- Suivi de mémoires de fin d'études d'une dizaine d'étudiants d'Afrique et d'Amérique latine.

FILMS :

- "Le CADEF 10 ans après" (52 mn)
- "Saint Parthem" Aveyron - France : Le développement local (22 mn)
- Una historia de agricultores experimentadores en la region Brunca, Costa Rica. 5 cassettes (175 mn).

2. TERRAINS PERMANENTS DANS LESQUELS LE CIRAD-SARA ETE RECEMMENT ENGAGE AVEC DES ORGANISATIONS PAYSANNES ET PROFESSIONNELLES.

AMERIQUE LATINE :

Nord-Est Brésilien :

Depuis 1987, le CIRAD et l'EMBRAPA appuient des opérations de développement local et de planification, aux niveaux des municipes et petites régions. Des outils d'appui technique, de diagnostic rapide, sont mis au service de différentes organisations locales, et leur permettent de conduire des actions de développement, et de renforcer leurs capacités de négociation dans les filières.

2 agents du CIRAD sont sur ce terrain, dont l'un travaille à mi-temps dans le cadre du programme national de recherche sur les Agricultures Familiales de l'EMBRAPA.

Ces actions d'animation comportent des volets : formation et formation par la recherche pour les techniciens.

Projet Silvania - Etat de Goiás :

Intervention du CIRAD avec l'EMBRAPA et le CPAC (Centre de recherche pour les Cerradas)
Projet de R/D de développement local et d'appui aux producteurs de polyculture-élevage
Le CIRAD a appuyé l'opération avec un permanent de 1986 à 1994, organise depuis des missions d'appui, encadre un stagiaire et deux thésards.

Projet PRIAG - Programme de renforcement de la recherche sur les grains de base en Amérique Centrale.

1990-95, dans 6 pays : Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama.
Le CIRAD fournit un expert pour favoriser une intégration des recherches menées : validation des résultats de recherche, vulgarisation, formation. Il organise aussi des séminaires, élabore et gère un système d'informations. Le SAR réalise des missions d'appui scientifiques et est associé au KIT pour fournir le co-directeur du projet, chargé des aspects institutionnels et de la gestion.

Projet DIMAC au Mexique - Région de Xalapa -Etat de Vera-Cruz

De 1988 à 1991, le CIRAD a mobilisé deux agents permanents, pour apporter un appui, technique et de gestion, aux petits producteurs de café de cette région ; dans une deuxième phase, jusqu'en 1995, l'appui a concerné leurs organisations, en petites coopératives, en liaison avec des ONG, depuis la disparition de l'interlocuteur institutionnel (Institut du Café Mexicain). Le relais a été pris par ces ONG, le CIRAD organisant maintenant des missions d'appui.

AFRIQUE :

Projet de Développement du Paysannat et Gestion des terroirs - SODECOTON - Nord-Cameroun. Projet SODECOTON + CFDT + CIRAD.

Ce projet oeuvre à la professionnalisation du milieu rural, vise à l'émergence de groupements plus autonomes, et à une meilleure gestion des ressources naturelles.

Depuis 1994, un agent du CIRAD est chargé du volet gestion des terroirs.

Promotion et Suivi du Partenariat Recherche, Vulgarisation et Organisation de Producteurs : Implications par le système de recherche et de vulgarisation (Projet Banque Mondiale, Ministère de la Coopération et CIRAD) : au Sénégal, Mali, Burkina Faso, Guinée.

Il s'agit de la mise à disposition par le CIRAD d'un expert qui vise à concevoir, organiser et évaluer des mécanismes de concertation et des dispositions institutionnelles qui leur sont liées et à déterminer un cadre d'échange des expériences.

Mozambique : projet LOMACO

Sénégal :

Appui et suivi de l'organisation paysanne CADEF -après un appui et suivi de l'OP pendant 7 ans

La Réunion :

Appui à des systèmes de production diversifiés de la zone des Hauts de l'Ouest ; mise en place d'un système de collectes de références technico-économiques, en partenariat avec les organisations de producteurs et les organismes de développement. Le CIRAD-SAR met à disposition un chercheur depuis une dizaine d'années.

Tchad - Projet Kanem

Bailleur de fonds : FIDA

Le projet des Ouaddis de Kanem vise à améliorer la sécurité alimentaire, réduire la vulnérabilité et améliorer le revenu des populations les plus pauvres, face à la dégradation de l'environnement. Depuis 1995, un agent du CIRAD aide, par une approche participative, des communautés villageoises, à se structurer en groupements d'intérêt économique, et à l'établissement de relations structurelles entre groupes d'exploitants volontaires.

AMERIQUE LATINE / AFRIQUE :

• Projet de recherche-action sur "les organisations paysannes face au changement de l'Etat".(1991-1995)

Pays concernés : Sénégal - Mali - Bénin - Cameroun

- Brésil - Nicaragua - Mexique

- Projet qui s'est structuré autour de questions suivantes :
 - conditions d'émergence et d'évolution des organisations
 - modalité d'articulation avec la société locale, et leur environ économique et institutionnel
 - rôle dans les processus d'innovation, face au désengagement de l'Etat.
- **Projet fédérateur de Recherche -Développement sur “Organisations paysannes et professionnelles et nouvelles configurations institutionnelles”** (démarrage fin 1997/début 1998) avec le réseau APM Afrique et RIAD Amériques.
 Pays concernés :
 Bénin - Cameroun -Mali - Sénégal
 et Tanzanie - Zimbabwe - Equateur - Mexique - Brésil - Cuba - Uruguay.

Il s'agit d'un projet fédérateur basé sur la réflexion collective d'Organisation de producteurs et d'Organisation de professionnels, de chercheurs, d'ONG, etc... autour de deux thèmes principaux :

- Comment alimenter des points de vue technique, économique, organisationnel et institutionnel, le projet dont sont porteuses les organisations ?
- Quelles sont les modalités institutionnelles susceptibles de favoriser la mise en oeuvre du projet professionnel des organisations : articulation OP/autres acteurs, place des OP dans les dispositifs d'appui à l'agriculture, etc...

2.3. Références bibliographiques du CIRAD sur le sujet

Travaux récents du CIRAD-TERA (anciennement CIRAD-SAR) sur le thème des “organisations paysannes”.

Octobre 1998

1. Ouvrages

0001 – L'appui aux producteurs ruraux. Guide à l'usage des agents de développement et des responsables de groupements.

Mercoiret M.R. (éd.)

Economie et Développement rural (FRA); Paris (FRA) : Karthala, 1994. - 464 p. : réf., tabl., graph. - FRE

Mots-clés : DEVELOPPEMENT RURAL; PLANIFICATION REGIONALE; DEVELOPPEMENT REGIONAL; VULGARISATION; FORMATION; GESTION DES RESSOURCES; RESSOURCE NATURELLE; ROLE DES FEMMES; METHODE; SUIVI EVALUATION; RECHERCHE EN MILIEU REEL; ORGANISATION PAYSANNE; CONSEIL DE GESTION; AFRIQUE

Depuis plus d'une décennie, en Afrique, le désengagement de l'Etat, le transfert de responsabilité et l'allègement des appareils de développement, ont eu pour conséquence la multiplication et la consolidation des organisations paysannes, l'émergence d'opérateurs économiques privés et le renforcement de l'autonomie des collectivités locales publiques. Aussi, le rôle de l'agent de développement rural doit-il évoluer pour acquérir une position de conseiller et de médiateur. Cet ouvrage apporte des éléments de réponses opérationnels aux besoins des producteurs en matière d'appui. Ce travail collectif d'experts fait le point sur les différents aspects de l'intervention de terrain. Il présente des approches (vulgarisation, financement du développement local, développement au féminin...), des démarches (planification locale, diagnostic, suivi évaluation...), des outils (formation, organisation des producteurs, contrats entre acteurs...) largement éprouvés.

0002 – Etats désengagés, paysans engagés. Perspectives et nouveaux rôles des organisations paysannes en Afrique et en Amérique latine.

Mercoiret M.R.; Vuarin P.; Berthomé J.; Gentil D.; Bosc P.M.

Atelier International, 1995/03/20-25, Mèze (FRA)

Dossier pour un Débat (FRA); Paris (FRA) : FPH, 1997/03. - 189 p., réf. FRE

Mots-clés : GROUPE D'INTERET; ASSOCIATION D'AGRICULTEURS; SYNDICAT; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE; INTERVENTION DE L'ETAT; CHANGEMENT SOCIAL; ETUDE DE CAS; ORGANISATION PAYSANNE; AFRIQUE; AMERIQUE LATINE; SENEGAL; MALI; BENIN; CAMEROUN; BRESIL; MEXIQUE; NICARAGUA; URUGUAY; EQUATEUR

Au moment où les Etats se désengagent de l'appui au secteur agricole, les espoirs se portent vers les producteurs organisés pour qu'ils assument des responsabilités croissantes, dans un contexte difficile de libération des échanges et de concurrence exacerbée. Quels rôles les organisations paysannes vont-elles jouer dans cette situation, économique et politique, nouvelle? Comment adaptent-elles leurs modes d'organisation interne? En quoi les relations avec leur environnement (Etat, pouvoirs politiques locaux, commerçants, ...) ont-elles évolué? Autant de questions auxquelles ont tenté de répondre les participants de l'atelier international qui s'est déroulé à Mèze (Hérault) en mars 1995, dont ce dossier constitue le compte-rendu. (Cet atelier clôture une recherche-action conduite entre 1991 et 1995 par le CIRAD dans le cadre d'une action thématique programmée en partenariat avec le CIEPAC et l'IRAM). Responsable paysans, chercheurs, universitaires ou acteurs engagés dans des ONG, ils présentent ici leurs réflexions sur les mutations en cours en Afrique et en Amérique latine. Ils s'expriment sur l'émergence et l'histoire des organisations, leurs activités, l'organisation interne et le fonctionnement, les relations avec l'extérieur, et enfin s'interrogent sur les liens entre organisations paysannes, mouvement paysan et indigène et mouvement social.

0003 – Pour une prise en compte des stratégies des producteurs.

Yung J.M.; Zaslavsky J.; Devèze J.C. (Pref.)

Collection Documents Systèmes Agraires (FRA); Montpellier (FRA) : CIRAD-SAR, 1992. - n. 18, 72 p. : 33 réf. - FRE

Mots-clés : DEVELOPPEMENT RURAL; SOCIOLOGIE ECONOMIQUE; METHODE; GROUPE D'INTERET; STRATEGIE PAYSANNE; COMPORTEMENT DU PRODUCTEUR; AFRIQUE

Les stratégies des différents acteurs sociaux sont en Afrique plus difficiles à repérer qu'ailleurs, faute de véritables organisations professionnelles. S'il paraît donc utile ou nécessaire de se doter, dans ce contexte, d'outils d'analyse appropriés, cette démarche ne peut se substituer à l'expression organisée de ces stratégies par les producteurs eux-mêmes, qu'il convient de tout faire pour favoriser. Ceci étant, on définira les stratégies des producteurs comme des combinaisons plus ou moins structurées de “réponses”, élaborées par des acteurs pour faire face aux “défis” auxquels ils se trouvent confrontés ou qu'ils s'assignent (objectifs). Ces premiers principes posés, l'attitude des stratégies des producteurs invite à combiner deux grands types d'approche : - la première est analytique. Elle vise à identifier et à classer les composantes élémentaires des différentes stratégies, en confrontant de façon systématique les objectifs et les “réponses” auxquelles recourent les producteurs; la deuxième est synthétique. Elle vise à caractériser les grands modèles de stratégie qui se combinent ou s'opposent au sein de chaque milieu rural, en spécifiant les groupes sociaux où ces modèles émergent, stagnent ou tendent à prédominer.

2. Chapitres d'ouvrages

0004 – Organisations paysannes et motorisation - Ndombo-Thiago, Sénégal.

Bulteau P.; Belières J.F.

In : Bosc P.M., Dollé V., Garin P., Yung J.M. (ed.). - Le développement agricole au Sahel. Tome III. Terrains et innovations

Collection Documents Systèmes Agraires (FRA); Montpellier (FRA) : CIRAD, 1992. - n. 17, p. 109-150 (42 p.) : 26 réf., tabl. - FRE

Mots-clés : PROJET DE DEVELOPPEMENT ; CULTURE IRRIGUEE ; INNOVATION ; GESTION DES EAUX ; DELTA ; ORGANISATION PAYSANNE ; MOTORISATION ; COMPORTEMENT DU PRODUCTEUR ; SENEGAL ; FLEUVE SENEGAL

0005 – The Senegalese Institute for Agricultural Research (ISRA) and the Fatik Region Farmers' Association (ARAF).

Dugué P.

In : Wellard K. (ed.), Copestake J.G. (ed.). - Non-governmental organizations and the state in Africa. Rethinking role in sustainable agricultural development

Non-Governmental Organizations Series (GBR); London (GBR) : Routledge, 1993. - p. 270-282 ENG

Mots-clés : INSTITUTION DE RECHERCHE ; RECHERCHE ; ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE ; ASSOCIATION D'AGRICULTEURS ; DIFFUSION DE LA RECHERCHE ; SINE SALOUM ; ORGANISATION PAYSANNE ; RECHERCHE DEVELOPPEMENT ; SENEGAL

0006 – Les organisations paysannes.

Mercoiret M.R.

In : Bosc P.M. (ed.), Dollé V. (ed.), Garin P. (ed.), Yung J.M. (ed.). - Le développement agricole au sahel. Tome I. Milieux et défis = [Agricultural development in sahel. Volume 1. Environment and challenge]

Collection Documents Systèmes Agraires (FRA); Montpellier (FRA) : CIRAD, 1992. - vol. 1, n. 17, p. 321-342 (22 p.). - FRE

Mots-clés : CLASSIFICATION ; ASSOCIATION PROFESSIONNELLE ; INTERVENTION DE L'ETAT ; ORGANISATION PAYSANNE ; SAHEL ; AFRIQUE

0007 – La démarche mise en oeuvre dans le programme de recherche-développement CADEF [Comité d'acon pour le développement du Fogny] (1987-1989). Quelques méthodes et outils utilisés.

Mercoiret M.R. ; Berthomé J.

In : Piraux M. (ed.) ; ICRA. - Quelle recherche pour le développement ? Concepts et méthodes. Formation à la recherche-développement, la recherche-action, l'approche système, l'expérimentation et la diffusion, l'information scientifique et technique (du 13 au 25 novembre 1995 à Bangui pour les chercheurs de l'ICRA)

Document de Travail du CIRAD-SAR (FRA); Montpellier (FRA) : CIRAD-SAR, 1996/03. - n. 8, p. 97-108 (12 p.), cart. - FRE

Mots-clés : SENEGAL ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; ASSOCIATION D'AGRICULTEURS ; GROUPE D'INTERET ; SECTEUR PRIVE ; INTERVENTION DE L'ETAT ; METHODE ; ASSOCIATION VILLAGEOISE ; ORGANISATION PAYSANNE ; RECHERCHE DEVELOPPEMENT ; CASAMANCE ; SENEGAL

Le programme de recherche-développement CADEF se déroule au Sénégal, dans le département de Bignona. Cet article rappelle d'abord le contexte institutionnel du programme et développe ensuite les objectifs définis par les 5 partenaires (CADEF, ISRA, CIEPAC, ENEA, CIRAD-SAR). Le programme comprend 4 types d'actions : des opérations-tests dans les domaines technique, socio-économique, et en matière d'aménagement et de gestion de terroirs ; l'extension des résultats des opérations-tests à l'ensemble de la zone du CADEF ; des actions de formation ; le suivi-évaluation. Le programme de recherche-développement peut être considéré comme une contribution à la définition des modalités selon lesquelles une organisation paysanne peut prendre en charge les fonctions liées à la production proprement dite (contribution à la mise au point d'innovations techniques, vulgarisation, formation technique), à l'amont et à l'aval de la production (approvisionnement , crédit, commercialisation) et à la définition des modalités d'articulation avec l'environnement socio-économique, le secteur privé notamment. Il peut également contribuer à l'identification des fonctions qui devraient revenir à des structures étatiques décentralisées (appui aux initiatives locales, formation, etc.).

3. Articles de périodiques

0008 – L'aventure ambiguë [Désengagement de l'Etat, organisation des producteurs, professionnalisation de l'agriculture].

Berthomé J. ; Mercoiret M.R.

Courrier Afrique (FRA); 1993. - n. 18, p. 5-6. - FRE

Mots-clés : ASSOCIATION PROFESSIONNELLE ; INTERVENTION DE L'ETAT ; ORGANISATION PAYSANNE ; AFRIQUE

0009 – Les grands périmètres du delta du fleuve Sénégal : les paysans s'approprient la filière.

Le Gal Y.

Lettre du Réseau Recherche Développement (FRA); 1991. - n. 13, p. 6-8 : ill. - Extrait d'un dossier sur les périmètres irrigués ; FRE

Mots-clés : PERIMETRE IRRIGUE ; ORYZA SATIVA ; DELTA ; ASSOCIATION D'AGRICULTEURS ; BARRAGE ; COMMERCIALISATION ; GESTION DES EAUX ; PLANIFICATION ; SENEGAL ; FLEUVE SENEGAL

0010 – Les organisations paysannes du Sahel : des réalités très diverses. [Las organizaciones campesinas del Sahel : una diversidad de realidades].

Mercoiret M.R.

In : Dossier : Des organisations paysannes. No 1

Cahiers de la Recherche Développement (FRA); 1992/01. - n. 31, p. 1-13 (13 p.) : 2 réf. - FRE

Mots-clés : ACTIVITE COOPERATIVE ; DEVELOPPEMENT RURAL ; CLASSIFICATION ; CHANGEMENT SOCIAL ; ORGANISATION PAYSANNE ; PARTICIPATION PAYSANNE ; SAHEL

Dans tous les pays du Sahel on note l'existence d'une dynamique d'organisation, plus ou moins forte. Cette dynamique s'exprime de façon particulière selon les pays (et le contexte plus ou moins favorable qu'ils offrent à l'émergence de formes d'organisation diversifiées), les régions, les contextes économiques et institutionnels qui sont les leurs et les modèles d'organisation véhiculés par les différents acteurs. La variété des organisations paysannes rend difficile une évaluation globale généralisatrice. Il est d'abord nécessaire d'en cerner la multiplicité des formes anciennes et nouvelles et leur évolution, et ensuite de les classer selon des critères simples : leur origine, leur type d'organisation, leur échelle ou leurs fonctions.

0011 – Peasant organizations in sub-saharan Africa : some reflections on progress to date.

Mercoiret M.R.

Rural Extension Bulletin (GBR); 1995/04. - n. 7, p. 35-42 (8 p.) ill., réf. ENG

Mots-clés : ASSOCIATION D'AGRICULTEURS ; GROUPE D'INTERET ; INTERVENTION DE L'ETAT ; COMMUNAUTE RURALE ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; ORGANISATION PAYSANNE ; AFRIQUE AU SUD DU SAHARA

0012 – Inovacao institucional, planejamento municipal e organizacao dos produtores no nordeste brasileiro : analise comparativa de três experiências.

Sabourin E. ; Gama da Silva P.C. ; Caron P.

Agricultura Familiar. Pesquisa, Formacao e Desenvolvimento (BRA); 1996. - n. 1996(?), p. 99-120, réf. POR

Mots-clés : DEVELOPPEMENT RURAL ; EXPLOITATION AGRICOLE FAMILIALE ; PLANIFICATION REGIONALE ; ASSOCIATION D'AGRICULTEURS ; BRESIL

4. Communications à congrès

0013 – La production du maïs dans les organisations paysannes de la zone forestière du Cameroun : un exemple de chantier-école.

Akoa A.

In : CIRAD-SAR ; UNB-FSA. - Production et valorisation du maïs à l'échelon villageois en Afrique de l'Ouest

Maïs Prospère, 1994/01/25-28, Cotonou (BEN)

Colloques - CIRAD (FRA) ; Montpellier (FRA) : CIRAD-SAR, 1995. - p. 153-155 (3 p.). - FRE

Mots-clés : ZEA MAYS ; ANALYSE DE SYSTEME ; ASSOCIATION D'AGRICULTEURS ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; DEVELOPPEMENT REGIONAL ; ORGANISATION PAYSANNE ; SYSTEME DE PRODUCTION ; CAMEROUN

Cette communication montre l'importance des organisations paysannes en zone forestière camerounaises. Elle s'intéresse à la culture du maïs dans ce type d'organisation, aux problèmes rencontrés et donne quelques essais de solutions. Des recommandations sont données en conclusion en particulier sur la nécessité : d'organisation de la filière maïs au Cameroun avec la participation des différents intervenants, d'une approche participative qui est plus responsabilisante, de l'appui des bailleurs de fonds tels que la FAO dans les programmes d'échanges d'expériences entre organisations paysannes et les chercheurs, du développement d'un partenariat entre les organisations paysannes et les gros consommateurs tels que les brasseries.

0014 – Organisation socio-professionnelles : innovations organisationnelles et institutionnelles et stratégies des acteurs. Le cas du département de Bignona au Sénégal.

Bosc P.M. ; Dardé C. ; Berthomé B. ; Goudiaby B. ; Mercoiret M.R.

In : CIRAD ; INRA ; ORSTOM. - Innovation et sociétés. Quelles agricultures ? Quelles innovations ?

Séminaire International : Innovation et Sociétés, 1993/09/13-16, Montpellier (FRA)

Montpellier (FRA) : CIRAD, 1993. - 19 p. : réf. - FRE

Mots-clés : ASSOCIATION PROFESSIONNELLE ; INNOVATION ; CHANGEMENT SOCIAL ; ENVIRONNEMENT SOCIOECONOMIQUE ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; ORGANISATION PAYSANNE ; ASSOCIATION VILLAGEOISE ; BASSE CASAMANCE ; SENEGAL

0015 – Organisations socio-professionnelles : innovations organisationnelles et institutionnelles et stratégies des acteurs. Le cas du département de Bignona au Sénégal.

Bosc P.M. ; Dardé C. ; Mercoiret M.R. ; Berthomé J. ; Goudiaby B.

In : Chauveau J.P. (ed.), Yung J.M. (ed.) ; CIRAD ; INRA ; ORSTOM. - Innovation et sociétés. Quelles agricultures ? Quelles innovations ?

Volume II. Les diversités de l'innovation. Actes

Séminaire d'Economie Rurale. 14, 1993/09/13-16, Montpellier (FRA)

Montpellier (FRA) : CIRAD, 1995/06. - p. 63-75 (13 p.) : réf. - FRE

Mots-clés : ASSOCIATION PROFESSIONNELLE ; INNOVATION ; CHANGEMENT SOCIAL ; ENVIRONNEMENT SOCIOECONOMIQUE ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; ORGANISATION PAYSANNE ; ASSOCIATION VILLAGEOISE ; BASSE CASAMANCE ; SENEGAL

Dans le département de Bignona de multiples et diverses dynamiques associatives ont vu le jour depuis une vingtaine d'années. La diversité de ces dynamiques organisationnelles laisse entrevoir une gamme variée de stratégies d'acteurs individuels ou collectifs. Les groupements et les organisations peuvent être perçus comme des innovations de type organisationnel. Au niveau départemental, l'émergence d'une fédération représentant la majorité des producteurs agricoles paraît constituer une innovation organisationnelle d'une dimension différente : les dynamiques observées au niveau du département semblent pouvoir être qualifiées d'innovation institutionnelle.

0016 – Les femmes actrices individuelles et collectives de l'innovation. Etude réalisée à partir des groupements du département de Bignona (Sénégal).

Dardé C.

In : CIRAD ; INRA ; ORSTOM. - Innovation et sociétés. Quelles agricultures ? Quelles innovations ?

Séminaire International : Innovation et Sociétés, 1993/09/13-16, Montpellier (FRA)

Montpellier (FRA) : CIRAD, 1993. - 7 p. : réf. - FRE

Mots-clés : ROLE DES FEMMES ; INNOVATION ; ORGANISATION PAYSANNE ; STRATEGIE PAYSANNE ; BASSE CASAMANCE ; SENEGAL

0017 – Les femmes actrices individuelles et collectives de l'innovation.

Dardé C.

In : Chauveau J.P. (ed.), Yung J.M. (ed.) ; CIRAD ; INRA ; ORSTOM. - Innovation et sociétés. Quelles agricultures ? Quelles innovations ?

Volume II. Les diversités de l'innovation. Actes

Séminaire d'Economie Rurale. 14, 1993/09/13-16, Montpellier (FRA)

Montpellier (FRA) : CIRAD, 1995/06. - p. 299-306 (8 p.) : réf. - FRE

Mots-clés : ROLE DES FEMMES ; INNOVATION ; GROUPE D'INTERET ; ORGANISATION PAYSANNE ; STRATEGIE PAYSANNE ; BASSE CASAMANCE ; SENEGAL

En Basse Casamance, et plus particulièrement le département de Bignona, diverses formes associatives coexistent. Dans cette dynamique, les femmes sont des actrices importantes, à la base de chaque organisation. L'étude de ces diverses dynamiques d'organisation apporte des éléments de réponse pour comprendre, à travers les stratégies des acteurs, la dynamique des rapports sociaux. Les revenus que les femmes retirent de leurs activités sont pour l'essentiel injectés dans les unités domestiques. Mais, afin d'atteindre une plus grande maîtrise du fruit de leur travail, elles développent certaines de leurs activités dans un cadre plus informel, dans les organisations préexistantes (ekafay) ou de manière individuelle. Ces modalités d'organisation différentes, constituent des innovations à caractère socio-économique..

0018 – L'entreprise agroalimentaire au féminin : modes d'organisation et fonctionnement des unités de transformation féminines dans le département de Bignona (Sénégal).

Dardé C.

In : Petites entreprises agroalimentaires

Petites Entreprises Agroalimentaires, 1995/10/19-20, Montpellier (FRA)

Montpellier (FRA) : CIRAD-SAR, 1995. - 18 p. : réf. - FRE

Mots-clés : PETITE ENTREPRISE ; ROLE DES FEMMES ; PRODUIT ALIMENTAIRE ; TECHNOLOGIE ALIMENTAIRE ; ORGANISATION DU TRAVAIL ; SOCIOLOGIE ECONOMIQUE ; ORGANISATION PAYSANNE ; BASSE CASAMANCE ; SENEGAL

0019 – L'intégration de la dimension "genre" dans les processus de recherche-développement dans les pays du sud : problématique et perspectives.

Dardé C. ; Mercoiret M.R. ; Tonneau J.P. ; Wampfler B.

In : Locoh T., Labourie Racapé A., Tichit C. ; CEPED. - Genre et développement : des pistes à suivre

Atelier Recherche et Formation sur Genre et Développement, 1996/06/11-12, Paris (FRA)

Documents et Manuels du CEPED (FRA) ; Paris (FRA) : CEPED, 1996. - p. 65-76, réf. FRE

Mots-clés : PROJET DE DEVELOPPEMENT ; DEVELOPPEMENT RURAL ; RECHERCHE ; ROLE DES FEMMES ; GROUPE SOCIAL ; CREDIT ; ORGANISATION PAYSANNE ; RECHERCHE DEVELOPPEMENT ; NORDESTE ; YATENGA ; BASSE CASAMANCE ; BRESIL ; SENEGAL ; BURKINA FASO

La reconnaissance progressive du rôle joué par les femmes dans les économies locales a induit de nouvelles approches, prenant en compte les rapports sociaux de sexe et proposant une problématique différente aux actions de recherche-développement. Les multiples démarches peuvent être illustrées à partir de trois projets de recherche-développement mis en oeuvre par le CIRAD et ses partenaires au niveau local, dans le Nordeste brésilien, le Nord-Yatenga (au Burkina faso) et la basse Casamance (au Sénégal). Ces projets ont pour objet de donner la parole aux acteurs concernés (des hommes et surtout des femmes) dans un processus d'élaboration et de conduite d'actions de développement (diagnostic concerté, suivi-évaluation, interventions particulières).

0020 – La collaboration entre les organisations non gouvernementales et la recherche agricole au Sénégal. Le cas de l'ISRA (Kaolack/Sénégal) et de l'ARAF.

Dugué P.

Séminaire Régional, 1992/06/02-05, M'Bour (SEN)

Programme Réseaux des Zones Arides. Document (GBR) ; Londres (GBR) : IIED, 1992/06. - n. 4, 70 p. : ill., 19 réf., graph. FRE

Mots-clés : ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE ; INSTITUTION DE RECHERCHE ; INNOVATION ; DIFFUSION DE LA RECHERCHE ; FERTILISATION ; RECHERCHE DEVELOPPEMENT ; ORGANISATION PAYSANNE ; SINE SALOUM ; SENEGAL

Du fait du désengagement de l'Etat, les ONG et les organisations paysannes prennent une place de plus en plus importante dans les processus de développement et d'appui aux producteurs du Sine-Saloum (Sud du bassin arachidier, Sénégal). L'ISRA a entrepris des recherches et mis au point des innovations techniques visant l'accroissement de la production agricole et la préservation des ressources naturelles. Dans ce cadre, un programme de recherche-développement a été initié en collaboration avec une organisation paysanne l'ARAF. Cette collaboration dans le département de GOSSAS (villages de Loumbel Kely et Lambock) a pour objectifs d'une part, de mettre au point en milieu paysan des innovations techniques et organisationnelles performantes et d'autre part, d'apporter un appui à l'ARAF pour la diffusion de ces innovations au niveau des groupements de base.

0021 – Le conseil de gestion aux agriculteurs. Le cas de la zone ouest du Burkina Faso.

Faure G. ; Kleene P. ; Ouedraogo S. ; Raymond G.

Colloque International de l'APAD. Le Développement Négocié : Courtiers, Savoirs, Technologies, 1996/06/05-08, Stuttgart (DEU)

Montpellier (FRA) : CIRAD-SAR, 1996. - 11 p., réf., cart., tabl. FRE

Mots-clés : VULGARISATION ; METHODE ; GESTION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE ; ALPHABETISATION ; CONSEILLER AGRICOLE ; ASSOCIATION PROFESSIONNELLE ; GOSSYPIMUM ; CONSEIL DE GESTION ; RECHERCHE DEVELOPPEMENT ; BURKINA FASO OUEST ; BURKINA FASO

Le "conseil de gestion aux exploitations agricoles" est une méthode participative de vulgarisation, qui met en liaison l'analyse des exploitations et des actions à entreprendre, par les biais d'un processus de formation. L'expérience menée depuis 1992 au Burkina Faso par la recherche (INERA-CIRAD) en relation avec le développement (PDRI/HKM et CRPA) s'appuie sur des paysans alphabétisés en dioula ou scolarisés en français. Les paysans participant au Conseil de gestion, remplissent lors des séances périodiques hebdomadaires ou bimensuelles un cahier individuel permettant d'établir un diagnostic pour chaque exploitation. Le résultat de ce diagnostic est discuté en groupe et conduit à la définition d'actions techniques choisies parmi un panel d'innovations mises au point dans une démarche recherche-développement. Les innovations techniques sont de trois types : -aménagement de l'espace, -intégration agriculture élevage, -Intensification et diversification des productions. A terme, si les organisations paysannes et une profession agricole structurée émergent avec force, le conseiller sera un agent de la profession, qui pourra défendre les intérêts des paysans et travailler en relation avec les structures de vulgarisation et de commercialisation.

0022 – Paysans innovateurs, pratiques de recherche : un regard sur ce tandem aux relations contrastées. Le cas des producteurs de vivrier en Amérique Centrale. Innovator peasants, Research Practices : a look at this contrasted-relation couple. The central american basic grain growers case.

Hodé H.

In : CIRAD ; INRA ; ORSTOM. - Innovation et sociétés. Quelles agricultures ? Quelles innovations ?

Séminaire International : Innovation et Sociétés, 1993/09/13-16, Montpellier (FRA)

Montpellier (FRA) : CIRAD, 1993. - 21 p. : 1 carte, 3 graph. - FRE

Mots-clés : INNOVATION ; CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE ; SYSTEME DE CULTURE ; IDENTIFICATION ; CREDIT ; ASSOCIATION D'AGRICULTEURS ; PARTICIPATION DES POPULATIONS ; STRATEGIE PAYSANNE ; AMERIQUE CENTRALE ; EL SALVADOR ; COSTA RICA ; HONDURAS ; GUATEMALA ; NICARAGUA

Une des fonctions traditionnellement dévolue à la recherche est de favoriser le changement technique chez les agriculteurs. Mais comment réagit-elle quand le processus d'innovation est déclenché par d'autres acteurs ? Comment se positionne-t-elle ? L'article relate le cas de 5 expériences situées en Amérique Centrale. Chaque étude de cas esquisse brièvement le mouvement historique du processus d'innovation, examine ses conséquences sur les systèmes productifs et décrit en parallèle l'évolution des travaux de recherche. La diversité des réponses de la recherche à l'innovation paysanne est interprétée, en conclusion, à travers le regard que portent les techniciens sur le monde paysan pour lequel ils travaillent. (Résumé d'auteur).

0023 – Paysans innovateurs, pratiques de recherche : un regard sur ce tandem aux relations contrastées. Le cas des producteurs de vivrier en Amérique Centrale.

Hodé H.

In : Schlemmer B. (ed.) ; CIRAD ; INRA ; ORSTOM. - Innovation et sociétés. Quelles agricultures ? Quelles innovations ? Volume III. Les principaux acteurs de l'innovation. Actes

Séminaire d'Economie Rurale. 14, 1993/09/13-16, Montpellier (FRA)

Montpellier (FRA) : CIRAD, 1995/06. - p. 47-56 (10 p.) : réf. - FRE

Mots-clés : INNOVATION ; CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE ; SYSTEME DE CULTURE ; IDENTIFICATION ; CREDIT ; ASSOCIATION D'AGRICULTEURS ; PARTICIPATION DES POPULATIONS ; STRATEGIE PAYSANNE ; AMERIQUE CENTRALE ; EL SALVADOR ; COSTA RICA ; HONDURAS ; GUATEMALA ; NICARAGUA

Une des fonctions traditionnellement dévolue à la recherche est de favoriser le changement technique chez les agriculteurs. Mais comment réagit-elle quand le processus d'innovation est déclenché par d'autres acteurs ? Comment se positionne-t-elle ? L'article relate le cas de 5 expériences situées en Amérique Centrale. Chaque étude de cas esquisse brièvement le mouvement historique du processus d'innovation, examine ses conséquences sur les systèmes productifs et décrit en parallèle l'évolution des travaux de la recherche. La diversité des réponses de la recherche à l'innovation paysanne est interprétée, en conclusion, à travers le regard que portent les techniciens sur le monde paysan pour lequel ils travaillent.

0024 – L'émergence de dynamiques locales, une réponse au désengagement actuel de l'Etat ?.

Mercoiret M.R.

In : CIRAD ; Ministère de la Coopération et du Développement ; Club du Sahel ; CTA. - L'avenir de l'agriculture dans les pays du Sahel

Séminaire d'Economie Rurale. 11, 1990/09/12-14, Montpellier (FRA)

Montpellier (FRA) : CIRAD, 1992. - p. 49-59 (11 p.) : 19 réf. - FRE

Mots-clés : DEVELOPPEMENT REGIONAL ; INTERVENTION DE L'ETAT ; SECTEUR PUBLIC ; SECTEUR PRIVE ; ORGANISATION PAYSANNE ; SAHEL

0025 – Organisations de producteurs et nouvelles configurations institutionnelles.

Mercoiret M.R.

In : Sebillotte M. (ed.) ; AFSRE ; CIHEAM ; CIRAD. - Recherches-Système en agriculture et développement rural. Conférences et débats

Symposium International : Recherches-Système en Agriculture et Développement Rural, 1994/11/21-25, Montpellier (FRA)

Montpellier (FRA) : CIRAD-SAR, 1996. - p. 353-371 ill. - Disponible aussi en anglais (cote : CD_E90 SEB 9832) FRE

Mots-clés : DEVELOPPEMENT RURAL ; ASSOCIATION D'AGRICULTEURS ; INNOVATION ; DEVELOPPEMENT REGIONAL ; DIFFUSION DE LA RECHERCHE ; RECHERCHE ; ORGANISATION PAYSANNE ; DEVELOPPEMENT LOCAL ; ASIE ; AFRIQUE ; AMERIQUE LATINE ; FRANCE

Les quatorze communications et posters regroupés autour du thème de l'atelier s'appuient pour la plupart sur des études de cas particuliers ou sur un nombre plus ou moins important de cas relativement homogènes. Les contextes agroécologiques, économiques, sociopolitiques et culturels dans lesquels se situent les cas étudiés sont donc très différenciés. Par delà la diversité des cas étudiés, des perspectives adoptées, des modèles théoriques explicites ou sous-jacents, la plupart des communications semblent s'accorder sur deux points : la multiplicité des systèmes et la multiplicité des acteurs. La place, le rôle des organisations paysannes, les fonctions qu'elles peuvent assurer dans les dynamiques d'innovation sont au centre du débat dans certaines communications, même si les conclusions auxquelles elles parviennent sont parfois contrastées.

0026 – Succès, contraintes et limites de la participation des producteurs dans l'expérience "petits périmètres irrigués".

Rollin D. ; Raharivololona S.

In : CIRAD-SAR. - Actes des rencontres de Montpellier : systèmes irrigués = [Proceedings of the meeting : irrigation systems]

Systèmes Irrigués, 1992/09/02, Montpellier (FRA)

Montpellier (FRA) : CIRAD-SAR, 1993. - p. 87-91 : réf. - FRE

Mots-clés : GESTION DES EAUX ; PERIMETRE IRRIGUE ; ASSOCIATION D'AGRICULTEURS ; PARTICIPATION PAYSANNE ; HAUTES TERRES ; MADAGASCAR

Plus de cinq ans après la réhabilitation du premier petit périmètre irrigué, cet article propose un regard qui se veut extérieur sur la participation effective des usagers de l'eau à la démarche de réhabilitation. Après avoir examiné la méthodologie de consultation des

usagers, les contraintes sociologiques, économiques, politiques, de formation, de communication et de temps sont très rapidement passées en revue. (Résumé d'auteur).

0027 – Inovação institucional, planejamento municipal e organização dos produtores no nordeste brasileiro : analyse comparative de três experiências.

Sabourin E. ; Silva P.C.G. da ; Caron P.

Seminário Pesquisas para Desenvolvimento Sustentável da Agricultura Familiar Amazônica : Relações entre Pesquisadores e Agricultores, 1995/04, Belem (BRA)

Petrolina (BRA) : EMBRAPA-CPATSA, 1995. - 12 p. - POR

Mots-clés : DEVELOPPEMENT RURAL ; PLANIFICATION REGIONALE ; ORGANISATION PAYSANNE ; BRESIL

0028 – Seu Néné, leader paysan à Massaroca (Bahia, Brésil) : une trajectoire nordestine.

Sabourin E. ; Tonneau J.P. ; Caron P.

In : Colloque international de l'APAD. Le développement négocié : courtiers, savoirs, technologies

Colloque International de l'APAD. Le Développement Négocié : Courtiers, Savoirs, Technologies, 1996/06/05-08, Stuttgart (DEU)

Bulletin de l'APAD (DEU) ; 1996/05. - n. 11, p. 102-107, réf., cart. FRE

Mots-clés : DEVELOPPEMENT REGIONAL ; ASSOCIATION D'AGRICULTEURS ; COMMUNAUTE RURALE ; PARTICIPATION PAYSANNE ; ORGANISATION PAYSANNE ; DEVELOPPEMENT LOCAL ; NORDESTE ; BRESIL ; BAHIA

A partir du portrait et de l'histoire de vie de Raimundo Lima da Silva, dit Seu Néné, dirigeant des communautés rurales de la région de Massaroca (Etat de Bahia, Brésil), cette communication retrace l'évolution d'un leader des récentes organisations de producteurs du Sertao Nordestin. La trajectoire de Seu Néné, à l'interface des communautés paysannes et de multiples institutions et administrations dépasse son village, voire même sa région d'origine. Elle semble parfois transcender les capacités de ce dirigeant à s'informer, à se positionner et à négocier. On analyse comment cet agriculteur à peine alphabétisé, autodidacte, parvient à jongler avec les appareillages de l'appui au développement et à intégrer discours et concepts plus rapidement que bien des techniciens ou notables de la région. Peut être parce que, devenu président d'une organisation locale et projeté sur la scène régionale, il a su rester avant tout un éleveur, enraciné dans un groupe social et stimulé par le prestige qu'exercent et assurent ses communautés d'origine. C'est sans doute un des traits les plus exemplaires de cette trajectoire qui l'a conduit de Lagoinha à Salvador, Sao Paulo, Recife, Paris et Bruxelles, sans qu'il ne quitte jamais vraiment sa cour de ferme.

0029 – Accès à l'innovation et organisation paysanne : les trajectoires du changement à Massaroca, Etat de Bahia, Brésil. Access to innovation and farmers organization : the trajectories of socio-economical change in Massaroca, State of Bahia, Brazil.

Sabourin E. ; Tonneau J.P. ; Caron P.

International Symposium on Sustainable Farming Systems. 14, 1996/11/11-16, Colombo (LKA)

s.l. : s.n., 1996. - 12 p., réf. - Disponible aussi en français (cote : CD_RP 876) ENG

Mots-clés : DEVELOPPEMENT RURAL ; INNOVATION ; ASSOCIATION D'AGRICULTEURS ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; EXPLOITATION AGRICOLE FAMILIALE ; ORGANISATION PAYSANNE ; DEVELOPPEMENT LOCAL ; BRESIL ; BAHIA

Cette communication traite de l'évolution récente des communautés de petits agriculteurs de la région de Massaroca, au Nordeste du Brésil. Elle analyse l'impact socio-économique des interventions des services d'appui au développement et les réponses des producteurs en termes d'organisation. Les résultats des opérations de développement local montrent à la fois les acquis collectifs des communautés en matière d'autonomie, de représentation, d'accès aux équipements, mais aussi une différenciation sociale accélérée des producteurs via la politique de crédit et le renforcement de l'intégration au marché. Les principaux moteurs de ces opérations, les leaders des organisations de producteurs, ont à la fois bénéficié des aides et cherché à en faire profiter leurs parents et alliés, quoique de façon souvent inégale. De la critique de cette situation et des tensions qu'elle a provoquées sont nés des réactions et des processus de régulation au sein des communautés via les contrepouvoirs des femmes et des jeunes ou l'appui des agents de développement.

0030 – Organisations paysannes et commercialisation du maïs au nord du Cameroun.

Viche Y.

In : CIRAD-SAR; UNB-FSA. - Production et valorisation du maïs à l'échelon villageois en Afrique de l'Ouest

Maïs Prospère, 1994/01/25-28, Cotonou (BEN)

Colloques - CIRAD (FRA) ; Montpellier (FRA) : CIRAD-SAR, 1995. - p. 232-237 (6 p.) : réf. - FRE

Mots-clés : ZEA MAYS ; COMMERCIALISATION ; INSTALLATION DE STOCKAGE ; GROUPE D'INTERET ; ORGANISATION SOCIOECONOMIQUE ; GESTION ; GRENIER ; ORGANISATION PAYSANNE ; CAMEROUN

Les greniers villageois (GV) sont des organisations paysannes (OP) créées par le projet Nord-est Bénoué (PNEB) dans le but de répondre aux besoins alimentaires des populations en période de soudure. L'abondance de la production a amené le projet Nord-est Bénoué à réorienter son intervention et à organiser les greniers villageois autour de la commercialisation du maïs par la constitution des unions des greniers villageois (UGV), au sein desquelles des commissions de commercialisation du maïs (comais) ont été créées. Cette communication après un rappel historique sur les organisations paysannes, présentent le fonctionnements et les problèmes rencontrés par les greniers villageois et les unions de greniers villageois. Les solutions adoptées ou à proposer sont dégagées ainsi que les perspectives.

5. Thèses

0031 – Organisations paysannes et ressources renouvelables en Basse Casamance. Les modes de coordinations entre acteurs.

Bosc P.M.

Thèse (Dr. Spécialité agro-économie)

Montpellier (FRA) : ENSAM, 1998/02.

Les questions relatives à la gestion durable des ressources renouvelables tout comme le rôle des organisations paysannes se trouvent au coeur des débats actuels en matière de développement agricole : agence d'aides, bailleurs de fonds et Etats s'interrogent mais encouragent de manière massive "le développement institutionnel" et la recherche d'une "meilleure gouvernance" qui devraient permettre une mise en valeur durable des ressources renouvelables. Dans cette thèse, nous avons choisi de traiter des modes de coordination qui sous-tendent l'action des organisations paysannes en matière de gestion des ressources renouvelables à partir d'une recherche conduite sur le terrain dans la région du Fogny en basse Casamance (Sénégal). Notre thèse peut se résumer de la manière suivante. Les organisations paysannes peuvent jouer un rôle significatif en matière de gestion durable des ressources renouvelables, mais pour ce faire elles doivent établir des formes de coordination efficaces tant au sein de la société locale que vis-à-vis de l'extérieur. Cette coordination ne peut se réduire à la seule action des structures lignagères qui 'investiraient' des structures dites modernes. Premièrement, les organisations paysannes doivent être en mesure d'établir des compromis stables avec les responsables des pouvoirs lignagers. La gestion de ces compromis fait intervenir un faisceau de facteurs tenant à l'histoire, à la réalité socio-politique actuelle et aux relations hiérarchiques au sein des quartiers et entre les lignages. Deuxièmement, nous montrons que la seule coordination interne ne suffit pas et que l'efficacité de l'organisation paysanne repose sur sa capacité à modifier en sa faveur, les modes de coordination de la société locale avec son environnement économique. Les actions engagées par l'organisation dans les vallées créent une nouvelle ressource en propriété commune à partir de ressources appropriées sur une base lignagère dont la gestion relève d'une négociation permanente où les pouvoirs lignagers, sous la responsabilité des aînés, jouent un rôle d'arbitre, mais où l'organisation exerce l'essentiel de la fonction technique à partir de l'implication des cadets et des femmes dans des structures ad-hoc. Ces nouvelles formes de coordination en émergence traduisent le passage d'une conception administrative et hiérarchique des rapports des intervenants extérieurs avec les sociétés locales à une conception contractuelle de ces relations. Elles supposent une réduction de l'asymétrie entre les acteurs par le développement de compétences intrinsèques au niveau de l'organisation. Inversement, seule une amélioration de cette coordination ne peut pallier à l'absence de coordination interne comme c'est le cas lorsque l'organisation tente de suppléer l'absence d'adhésion des pouvoirs lignagers à ses projets de réhabilitation des ressources renouvelables. En retour, l'organisation et la société locale se trouvent engagées dans un processus de changement social autour des enjeux que représente la maîtrise de la dynamique de développement et de l'organisation elle-même. Nous proposons un modèle explicatif partiel qui repose sur le jeu des stratégies des différents groupes sociaux, les modes d'appropriation des ressources renouvelables et le type de ressource concernée. L'appropriation lignagère forte des terres dans les vallées, la responsabilité des femmes dans l'activité rizicole et les convergences entre les objectifs de différents groupes stratégiques ont rendu possible dans certaines situations l'obtention de compromis. En revanche, sur les terres de plateau où la répartition des cultures obéit davantage aux impératifs de l'élevage qu'à ceux d'une pratique raisonnée de l'agriculture (aménagements anti-érosifs, rotations...), les actions de l'organisation n'ont pas rencontré l'adhésion des aînés et des anciens, car elles ne prenaient pas en compte l'élevage qui joue un rôle central et méconnu dans les processus de régulation sociale et économique. Si l'accent a souvent été mis par les chercheurs sur les aménagements sophistiqués du milieu physique réalisés par les sociétés casamançaises, il semble qu'actuellement, la compréhension de l'évolution des ressources renouvelables et des modalités de leur gestion par ces sociétés passe par une meilleure appréhension des relations entre les groupes sociaux et les troupeaux.

0032 – Les initiatives individuelles et collectives des femmes rurales. Approche socio-économique des activités des femmes du département du Bignona (Sénégal).

Dardé C.

Thèse (Dr en Agro-Economie)

Montpellier (FRA) : ENSAM, 1995. - 337 p. : 34 ill., 21 réf., 9 cartes, 12 graph. FRE

Mots-clés : SOCIOLOGIE ECONOMIQUE ; ROLE DES FEMMES ; FEMME ; ASSOCIATION PROFESSIONNELLE ; ZONE RURALE ; ORGANISATION PAYSANNE ; STRATEGIE PAYSANNE ; BASSE CASAMANCE ; SENEGAL

Le département de Bignona, situé en Basse Casamance au sud du Sénégal, est le cadre d'une importante dynamique d'organisation, tant au niveau local que fédératif. Plus de 410 groupements sont fédérés dans neuf organisations fédératives, elles-mêmes réunies, depuis 1988, dans la Coordination des Organisations Professionnelles Rurales du Département (CORD). A la base de ces organisations, les femmes occupent une place importante. Ces organisations nouvelles et modernes sont étroitement imbriquées aux organisations anciennes (association par classe d'âge et par sexe, ou ekafay, petits groupes de travail par affinités). La présente thèse tente de démontrer, à partir de l'étude des modes d'organisation des activités des femmes, comment leurs initiatives individuelles et collectives s'articulent et servent à la mise en oeuvre de leurs stratégies individuelles et collectives. Ces stratégies diversifiées favorisent une redéfinition du rôle des femmes au sein de la famille. En outre, même si les règles régissant la société diola évoluent lentement, les changements amorcés dans les rapports sociaux sont favorables à des transformations notables, se répercutant tant au niveau des organisations qu'au niveau de la famille.

0033 – Gestion collective des systèmes de culture en situation d'incertitude : cas de l'organisation du travail en double culture dans le delta du fleuve Sénégal.

Le Gal P.Y.

Thèse (Dr en Sciences Agronomiques)

Montpellier (FRA) : CIRAD, 1995. - 390 p., réf., tabl., graph. - FRE

Mots-clés : ORGANISATION DU TRAVAIL ; PRISE DE DECISION ; RIZ ; IRRIGATION ; GESTION DES EAUX ; MECANISATION ; MATERIEL ; CULTURE SEQUENTIELLE ; GROUPE D'INTERET ; ACTIVITE COOPERATIVE ; SENEGAL ; FLEUVE SENEGAL

L'analyse des processus de prise de décision des agriculteurs s'est récemment développée en agronomie, autour du concept de modèle d'action et d'une approche sectorielle de l'exploitation agricole. Cette thèse étudie cette problématique dans le cas de la double riziculture irriguée dans le delta du fleuve Sénégal, où la gestion de l'eau, sur des aménagements hydro-agricoles de plusieurs centaines d'hectares, et l'utilisation de tracteurs et moissonneuses-batteuses sont communes à un grand nombre de paysans. Pour les agriculteurs, le calage de deux cycles culturaux la même année sur les mêmes parcelles revient à résoudre un problème d'organisation du travail. Les résultats obtenus sont très variables d'un site et d'une année à l'autre. Pour expliquer ces différences, l'auteur propose un modèle fondé, d'une part, sur l'importance de l'incertitude générée par les acteurs individuels vis-à-vis des structures collectives de gestion, et d'autre part, sur les réponses mises en oeuvre par ces dernières pour coordonner ces comportements individuels incertains. Le diagnostic réalisé a permis d'orienter l'élaboration de nouvelles références agronomiques, de proposer certaines innovations techniques et organisationnelles, et de mettre en oeuvre une démarche d'aide à la décision.

6. Rapports d'études

0034 – Fortalecer las experimentaciones de las agricultores. Apoyo metodológico y agronomico para el reforzamiento de la experimentacion campesina en el programa “campesino a campesino” de la UNAG - Nicaragua 21 de septiembre al 8 de octubre 1994.

Beauval V.

Montpellier (FRA) : CIRAD-SAR, 1994. - 50 p. : graph. - CIRAD-SAR N.87/94 ; SPA

Mots-clés : EXPERIMENTATION AU CHAMP ; FERTILITE DU SOL ; DURABILITE ; ZEA MAYS ; PHASEOLUS ; RECHERCHE EN MILIEU REEL ; ORGANISATION PAYSANNE ; NICARAGUA

Le programme “paysan à paysan” de l'Union Nationale des Agriculteurs et Eleveurs du Nicaragua (UNAG) a pour but la diffusion dans tout le pays, de connaissances agricoles adaptées à la réalité des producteurs de grains de base. La mission d'appui a visité 8 zones d'action du programme. Elle identifie les principaux thèmes d'expérimentation paysanne, en suggère de nouveaux et propose des modalités d'appui du PRIAG au renforcement scientifique du programme. Le rapport contient également le contenu pédagogique de l'atelier “outils de l'expérimentation paysanne” réalisé pendant la mission pour 23 techniciens et 14 agriculteurs-promoteurs.

0035 – Le cas de la basse Casamance (Sénégal) réflexions à partir de l'expérience du comité d'action pour le développement du Fogny (CADEF).

Bosc P.M.

In : CIRAD-SAR ; IRAM ; CIEPAC ; GERAM. - Les acteurs et leurs stratégies dans les projets de développement durable et participatif

Montpellier (FRA) : CIRAD-SAR, 1995. - p. 39-59 : réf. - dossier réalisé dans le cadre de SIC-Terroirs FRE

0036 – Projet d'appui au développement de l'agriculture familiale dans le Nordeste semi-aride (Brésil). Rapport d'activités 1997.

Cerdan C. ; Sabourin E.

Montpellier (FRA) : CIRAD-SAR, 1997/12. - 30 p. : réf. FRE

Mots-clés : DEVELOPPEMENT RURAL ; DEVELOPPEMENT REGIONAL ; PROJET DE DEVELOPPEMENT ; EXPLOITATION AGRICOLE FAMILIALE ; SYSTEME D'EXPLOITATION AGRICOLE ; ZONE SEMI ARIDE ; COMMERCIALISATION ; CULTURE IRRIGUEE ; TRAITEMENT ; FORMATION ; ORGANISATION PAYSANNE ; BRESIL

Ce rapport présente les activités de recherche, formation et appui au développement du projet PADAF (Projet d'appui à l'Agriculture Familiale dans le Nordeste Semi-Aride) durant l'année 1997. Le projet associe depuis cinq ans des chercheurs du CIRAD-SAR, de l'Entreprise Brésilienne de Recherche Agronomique (EMBRAPA) et divers partenaires en matière de formation et développement dans cinq états du Nordeste : Bahia, Ceara, Paraiba, Pernambouc et Sergipe. La dernière année du projet a été essentiellement consacrée à des synthèses thématiques ou locales concernant les systèmes techniques d'élevage, les changements sociaux, les stratégies d'acteurs et l'agroindustrie rurale. Les travaux thématiques les plus récents se sont concentrés sur les études filières (lait et dérivés, fruits irrigués) et sur la gestion de l'eau dans les périmètres irrigués. Ces deux thèmes feront, entre autres, l'objet de nouveaux projets de coopération entre le CIRAD et le CPATSA à partir de 1998. (Résumé d'auteur).

0037 – Partnerships between Agricultural Services Institutions and Producers' Organisations : Myth or Reality ?.

Collion M.H. ; Rondot P.

Agricultural Research and Extension Network (AgREN). Network Paper, N° 80 ; Londres (GBR) : ODI, 1998/01. - 9 p.

0038 – L'organisation des activités féminines dans le département de Bignona (Sénégal) : de véritables entreprises.

Dardé C.

Montpellier (FRA) : CIRAD-SAR, 1993/10. - 11 p. : 6 réf. - En attente de la publication “L'enfant en milieu tropical” ; FRE

Mots-clés : ROLE DES FEMMES ; ENVIRONNEMENT SOCIOECONOMIQUE ; CULTURE MARAICHERE ; TRAITEMENT ; PRODUIT ALIMENTAIRE ; INNOVATION ; ENTRAIDE AGRICOLE ; ACTIVITE CONNEXE ; REVENU COMPLEMENTAIRE ; ORGANISATION PAYSANNE ; BASSE CASAMANCE ; SENEGAL

0039 – L'exemple d'une collaboration entre la recherche agricole et les organisations non gouvernementales : le cas de l'ISRA (Kaolack/Sénégal) et de l'ARAF.

Dugué P.

Kaolack (SEN) : ISRA, 1992/03. - 78 p. : 19 réf., tabl., graph. - FRE

Mots-clés : ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE ; INNOVATION ; DIFFUSION DE LA RECHERCHE ; INTERVENTION DE L'ETAT ; RECHERCHE DEVELOPPEMENT ; ORGANISATION PAYSANNE ; SINE SALOUM ; SENEGAL

Du fait du désengagement de l'Etat, les ONG et les organisations paysannes prennent une place de plus en plus importante dans les processus de développement et d'appui aux producteurs du Sine-Saloum (Sud du bassin arachidier, Sénégal). Les paysans de cette région rencontrent actuellement beaucoup de difficultés économiques liées à la dégradation des conditions de la production agricole. Face à ces contraintes l'ISRA a entrepris des recherches et mis au point des innovations techniques visant l'accroissement de la production agricole et la préservation des ressources naturelles. Dans ce cadre, un programme de recherche-développement a été initié dans le département de Gossas en collaboration avec une organisation paysanne l'ARAF. Cette collaboration a pour objectifs d'une part, de mettre au point en milieu paysan des innovations techniques et organisationnelles performantes, (valorisation de la fumure organique, plantation d'arbres et d'arbutés, utilisation des ressources fourragères locales, gestion des exploitations agricoles) ont été obtenus, et d'autre part, d'apporter un appui à l'ARAF pour la diffusion de ces innovations au niveau des groupements de base.

0040 – L’approvisionnement des agro-éleveurs en produits vétérinaires. L’expérience de deux propharmacies vétérinaires villageoises en zone de savane du Cameroun.

Dugué P. ; Picard J.

Garoua (CMR) : IRAD, 1997/03. - 12 p., tabl. FRE

Mots-clés : SANTE ANIMALE ; SERVICE VETERINAIRE ; MEDICAMENT ; FORMATION ; SAVANE ; ORGANISATION PAYSANNE ; CAMEROUN NORD ; CAMEROUN

Les pathologies animales sont à l’origine de pertes financières importantes en zone de savanes au Cameroun. Suite à la demande des populations, des propharmacies vétérinaires ont été mises en place par l’équipe recherche-développement de l’IRAD dans deux villages de la province du Nord. Initialement la propharmacie ne commercialisait que des déparasitants non injectables mais rapidement les agro-éleveurs ont demandé des antibiotiques et des trypanicides. Après un an de fonctionnement, le bilan des deux propharmacies est encourageant : des bénéfices ont pu être dégagés, les fonds de roulement sont bien gérés, le niveau d’information des paysans s’est amélioré. Le problème de la rémunération des auxiliaires villageois d’élevage se pose maintenant ainsi que leur reconnaissance par les Services d’élevage si l’expérience devait être élargie. Au Nord Cameroun l’approvisionnement en produits vétérinaires de qualité par le biais de sociétés privés et des services est bien réalisé, au moins au niveau des principaux marchés ruraux. Une intervention dans le domaine de la santé animale pourrait s’orienter sur la formation des différents types d’éleveurs (paysans, agro-éleveurs, éleveurs sédentaires et transhumants) et l’approvisionnement de proximité en produits vétérinaires.

0041 – La gestion collective de la récolte de la canne à sucre à La Réunion. Propositions pour un projet de recherche. Rapport de mission à La Réunion 1er au 14 octobre 1995.

Le Gal P.Y.

Montpellier (FRA) : CIRAD-SAR, 1996/05. - 38 p., réf., cart., tabl., graph. - CIRAD-SAR N.54/96 FRE

Mots-clés : CANNE A SUCRE ; RECOLTE ; PRODUCTION ; ORGANISATION DU TRAVAIL ; GESTION ; TRANSPORT ; COUT DE PRODUCTION ; ASSOCIATION PROFESSIONNELLE ; SERVICE ; GROUPE D’INTERET ; INDUSTRIE DU SUCRE ; PROJET DE RECHERCHE ; FILIERE ; REUNION

La filière canne à sucre met en jeu à la Réunion de nombreux acteurs institutionnels, la tendance étant à la concentration de l’appareil industriel mais au maintien d’un grand nombre de petits planteurs. Le prix de la canne est garanti par une convention calée sur le prix européen de la betterave, modulé selon le taux de richesse en sucre des cannes livrées et complété par une batterie d’aides de l’Etat. Les opérations de coupe, chargement et transport de la canne constituent le poste le plus onéreux, et relèvent d’une organisation relativement complexe où interviennent de nombreux acteurs, aux objectifs et logiques parfois contradictoires. Les problèmes rencontrés tout au long de cette filière relèvent de questions diverses : planification des approvisionnements, amélioration de la qualité moyenne de la production, gestion de la diversité des états parcellaires dans l’espace et le temps, prise en compte d’évolutions stratégiques telles que la fermeture d’une usine. Le projet proposé vise à terme à développer des outils d’aide à la négociation entre les acteurs autour de ces questions. Il se propose de prendre en compte les différents points de vue impliqués (planteurs, groupements de planteurs, organismes de travaux agricoles, usines, Etat) dans la gestion des flux.

0042 – La gestion collective de la récolte de la canne à sucre à La Réunion. Propos d’étape. Rapport de mission à La Réunion 21 avril au 4 mai 1996.

Le Gal P.Y. ; Soler, L.G.

Montpellier (FRA) : CIRAD-SAR, 1996/06. - 13 p., tabl. - CIRAD-SAR N.77/96 FRE

Mots-clés : CANNE A SUCRE ; RECOLTE ; PRODUCTION ; ORGANISATION DU TRAVAIL ; GESTION ; GROUPE D’INTERET ; MODELE ; PROJET DE RECHERCHE ; FILIERE ; REUNION

Cette mission fait suite à un premier état des lieux réalisé en octobre 1995 sur la gestion collective de la récolte de la canne à sucre à la Réunion. Ses objectifs sont, d’une part, de définir un cadre stratégique global au projet de recherche mis en place sur ce problème considéré comme important pour l’avenir de la filière, d’autre part, d’orienter les stages de deux étudiants travaillant en 1996, l’un sur l’approvisionnement des sucreries, l’autre sur l’organisation de la récolte chez les planteurs. Au plan stratégique, il apparaît que la production sucrière réunionnaise dispose d’une marge importante en terme de débouchés. Cette situation justifierait une stratégie de reconquête passant par une augmentation des quantités de cannes produites par les planteurs et par une amélioration de la qualité du process, de la parcelle à la sortie de l’usine. L’auteur présente les conséquences d’une telle évolution pour les différents acteurs de la filière : industriels, entreprises de travaux agricoles et Etat. L’objectif de la recherche est d’aider ces derniers, en leur fournissant les outils nécessaires à l’appréhension des conséquences d’un mode d’organisation donné sur les flux de cannes entre parcelles et usines.

0043 – Le programme de recherche-développement du CADEF. Genève, premiers éléments de bilan, perspectives. Rapport provisoire.

Mercoiret M.R. ; Berthomé J.

Montpellier (FRA) : CIRAD-SAR, 1992/05. - 64 p. - FRE. (Diffusion restreinte)

Mots-clés : PROJET DE DEVELOPPEMENT ; INNOVATION ; CREDIT ; SEMENCE ; PROTECTION DES PLANTES ; CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE ; GESTION DES RESSOURCES ; FORMATION ; RECHERCHE DEVELOPPEMENT ; ORGANISATION PAYSANNE ; ASSOCIATION VILLAGEOISE ; TERROIR ; SUIVI EVALUATION ; CASAMANCE ; SENEGAL

0044 – Les relations organisations paysannes et recherche agricole. [Linkage between farmers’ organizations and agricultural research].

Mercoiret M.R. ; Berthomé J. ; Bosc P.M. ; Guillaume J.

Montpellier (FRA) : CIRAD-SAR, 1997/06. - 221 p. : réf. - CIRAD-SAR N.110/97 FRE

Mots-clés : ASSOCIATION D’AGRICULTEURS ; ASSOCIATION PROFESSIONNELLE ; RECHERCHE ; PLANIFICATION ; ORGANISATION DE LA RECHERCHE ; VULGARISATION ; ETUDE DE CAS ; ORGANISATION PAYSANNE ; MALI ; AFRIQUE AU SUD DU SAHARA

La question des relations entre les systèmes nationaux de recherche agricole et les organisations paysannes se trouve au coeur des réflexions de nombreux opérateurs de développement. L’établissement d’un dialogue qui aboutisse à des modifications significatives des contenus et des modalités d’intervention de la recherche agricole est un processus d’apprentissage réciproque long et complexe entre des partenaires

aux logiques différentes et qui suppose que soient éclaircies de nombreuses ambiguïtés sur les attentes, parfois fausses, suscitées par ce partenariat. Cette étude est une contribution au débat en cours ; elle se fonde sur l'étude d'un cas concret, le Mali, à travers trois situations agricoles régionales : la région de Mopti, Niono dans le cadre de l'Office du Niger et le Mali-Sud. Cette étude propose à partir d'une analyse de ces trois situations, un éclairage argumenté par les observations de terrain sur les modalités de relations entre recherche et organisations de producteurs. Cette réflexion est ainsi replacée dans un cadre plus large situé par rapport aux travaux de la recherche anglophone sur ces questions qui fait l'objet d'une présentation analytique et de synthèse en annexe au présent document.

0045 – Les organisations paysannes face au désengagement de l'Etat. Bref bilan d'une ATP-CIRAD et perspectives de recherche.

Mercoiret M.R. ; Bosc P.M. ; Losch B.

Conseil Scientifique du CIRAD. Organisations Paysannes et Innovation, 1996/02/13, Montpellier (FRA)

Montpellier (FRA) : CIRAD-SAR, 1996. - 17 p. FRE

Mots-clés : GROUPE D'INTERET ; ASSOCIATION D'AGRICULTEURS ; INTERVENTION DE L'ETAT ; INNOVATION ; PROJET DE RECHERCHE ; ORGANISATION PAYSANNE

L'importance et la diversité du fait associatif, les pratiques qui se développent en relation avec lui ainsi que les controverses qu'il soulève, ont amené le CIRAD à considérer d'une part, que les organisations paysannes constituent un "objet social digne d'investigation" et d'autre part, qu'elles peuvent devenir des partenaires de la recherche dans les processus d'innovation technique et économique. Aussi, une recherche a-t-elle été initiée depuis 1991 au CIRAD dans le cadre d'une ATP intitulée "les organisations paysannes face au désengagement de l'Etat". Après un rappel du contexte de l'ATP, ce document donne un aperçu des résultats concernant la nature des organisations, le rôle des organisations paysannes dans le processus d'innovation technique et économique ainsi que dans d'autres fonctions d'intérêt général. Ensuite les perspectives pour le CIRAD sont énoncées dans un objectif de construction de partenariat entre les organisations paysannes et la recherche agronomique.

0046 – Situación y perspectivas de la experimentación campesina con grupos de productores en Centro América. MisiÓN ATEC n.1. 20 de mayo - 9 de junio de 1994. Programa de reforzamiento de la investigación agronomica sobre los granos basicos en Centro América (Convenio CORECA-CEE/IICA - ALA 88/23).

Pinon J.

Montpellier (FRA) : CIRAD-SAR, 1994. - 36 p. : réf., tabl. - N.62/94 SPA

Mots-clés : EVALUATION DE PROJET ; PROJET DE RECHERCHE ; EXPERIMENTATION ; ADOPTION DE L'INNOVATION ; TRANSFERT DE TECHNOLOGIE ; ZEA MAYS ; SORGHUM ; PHASEOLUS ; RECHERCHE EN MILIEU REEL ; PARTICIPATION DES POPULATIONS ; ORGANISATION PAYSANNE ; CULTURE VIVRIERE ; AMERIQUE CENTRALE ; GUATEMALA ; NICARAGUA ; PANAMA ; COSTA RICA

0047 – Manuel de procédure de gestion des financements destinés à l'appui aux organisations paysannes et à la promotion de petites infrastructures rurales. Document de travail.

Rondot P.

(BFA) : Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales, 1997. - 25 p. FRE

Mots-clés : FINANCEMENT ; ASSOCIATION D'AGRICULTEURS ; ASSOCIATION PROFESSIONNELLE ; ORGANISATION PAYSANNE ; BURKINA FASO

0048 – Relatorio final.

Sabourin E.

Encontro de Intercâmbio de Experiências e Estudos Sobre a Organização dos Produtores entre os Projetos Silvânia e Massaroca, 1995/09/11-15, Petrolina (BRA)

Petrolina (BRA) : EMBRAPA-CPATSA, 1995/10. - 23 p. - POR

Mots-clés : PROJET DE DEVELOPPEMENT ; EXPLOITATION AGRICOLE FAMILIALE ; ORGANISATION PAYSANNE ; BRESIL

0049 – Regards sur le monde rural aveyronnais. Histoire d'une reconstruction.

Wampfler B.

Documents de Travail - FPH (FRA) ; Paris (FRA) : FPH, 1995/01. - n. 79, 94 p. FRE

Mots-clés : DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE ; DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ; DEVELOPPEMENT REGIONAL ; ZONE DEFAVORISEE ; ASSOCIATION PROFESSIONNELLE ; ASSOCIATION D'AGRICULTEURS ; ACTIVITE COOPERATIVE ; SERVICE ; VENTE DIRECTE ; AGRICULTURE BIOLOGIQUE ; FRANCE
Ce document met en lumière de multiples démarches individuelles et locales de développement, avec leurs réussites et leurs échecs. Il apporte aussi une analyse argumentée, par la présentation de ces cas, sur les limites et les blocages du "système aveyronnais". Ce système, fondé sur la force de l'organisation professionnelle agricole, mais aussi sur une tentation d'hégémonie, démontre ici, comme tout système qui devient monolithique, sa fragilité. Par ailleurs, les expériences présentées ici montrent l'extrême vivacité des initiatives prises par de nombreux acteurs. Il apparaît clairement que ces tentatives locales de recherche de cohérence entre maintien des activités, répartition de celles-ci sur un territoire, préservation de l'environnement, qualité des produits, ne sont pas articulées avec des volontés de même nature au niveau départemental, national ou européen. L'expérience en Aveyron des projets LEADER (liaison entre les actions de développement de l'économie rurale) est présentée.

II/ Offre technique

INTRODUCTION

La note ci-après présente successivement :

- un bref rappel du contexte général des dynamiques d'organisations dans le secteur agricole guinéen, des défis auxquels sont confrontés les organisations paysannes et les objectifs de l'étude de capitalisation ;
- la proposition d'une démarche et d'indications méthodologiques pour la réalisation de la mission ;
- des indications concernant les modalités de réalisation de la mission.

1. CONTEXTE GLOBAL ET OBJECTIFS : LES DÉFIS POUR LES ORGANISATIONS PAYSANNES.

1.1. DE FORTES DYNAMIQUES D'ORGANISATION DANS UN CONTEXTE EN MUTATION.

Le secteur agricole de la Guinée est actuellement dans une phase de transition suite aux profonds changements politiques intervenus depuis 1984. Ces changements et les orientations de politique économique se sont traduites par la libéralisation du secteur agricole selon les orientations stratégiques définies par la Lettre de politique de développement agricole n°2 (LPDA 2). Sans entrer dans les détails et pour ce qui concerne spécifiquement le cadre politique de référence de cette étude, nous nous limiterons à en rappeler certains points stratégiques.

Le choix a été fait de soutenir les dynamiques de production existantes à destination des marchés intérieurs comme des marchés d'exportation, en tenant compte des spécificités agro-écologiques régionales et des conditions économiques de ces différentes régions : cultures pérennes d'exportation (café) et pour le marché intérieur en Guinée forestière, coton en haute Guinée, productions légumières (pomme de terre et oignon en Moyenne Guinée, riz en Guinée forestière et en Guinée maritime. Au niveau national, "l'organisation des producteurs a été et reste la priorité du gouvernement, pour favoriser la participation, l'appropriation et la pérennisation des actions de développement" (LPDA 2). Les producteurs se sont organisés autour des filières procurant des revenus réguliers aux ruraux : le coton en Haute Guinée avec l'Union régionale des producteurs de coton, le coton et le maraîchage autour de Gaoual-Koundara, le café en Guinée forestière avec la Fédération nationale des producteurs de café de Guinée et l'oignon et la pomme de terre en Moyenne Guinée avec la Fédération des paysans du Fouta Djallon.

D'autre part, les nombreux projets qui se sont succédé depuis 1984 ont promu selon des formes variées l'organisation du milieu rural pour remplir un certain nombre de fonctions spécifiques liées aux activités des différents projets. Ces initiatives sont restées souvent limitées au plan local sans qu'émerge de structuration à un échelon géographique supérieur.

Le contexte économique libéral et les appuis des différents bailleurs de fonds ont provoqué une effervescence organisationnelle se traduisant par l'accroissement spectaculaire du nombre de groupements et d'adhérents : entre 1992 et 1998, le nombre des groupements a été multiplié par 4 (pour atteindre 1716) et le nombre d'adhérents par plus de 7 (plus de 55 000).

1.2. DES DÉFIS IMPORTANTS POUR LES ORGANISATIONS.

Ce contexte favorable à la dynamique d'organisation des producteurs est également porteur d'incertitudes influençant les capacités des producteurs à agir collectivement. Citons par exemple la rentabilité de productions structurantes liées à une mise en marché de plus en plus concurrentielle et la concurrence de fait entre les interventions qui induisent un morcellement de la participation et limitent les dynamiques fédératives collectives.

Par rapport à ce contexte les organisations doivent faire face à de nombreux défis que l'on peut résumer sous la forme de questions :

- comment renforcer les dynamiques d'organisation autour d'une filière motrice en améliorant les processus de coordination économique et institutionnelle entre les organisations paysannes et les autres acteurs de la filière ?
- au niveau local, comment fédérer les dynamiques d'organisation en recherchant les complémentarités de manière à accroître le pouvoir de négociation des organisations par rapport aux autres acteurs opérant à d'autres échelles géographiques ?
- au niveau local, comment articuler les dynamiques d'organisation autour des filières avec des dynamiques de structuration des collectivités territoriales et de développement local.

1.3. LES OBJECTIFS DE L'ETUDE.

Ces trois questions structureront le travail de capitalisation qui sera réalisé afin d'apprécier la contribution de la Coopération française au processus en cours et en identifier les orientations futures à soumettre à débat entre les responsables des organisations professionnelles, les services de l'Etat, la Coopération française et les autres acteurs significatifs.

Cette contribution de l'aide française sera raisonnée dans le cadre institutionnel agricole guinéen conformément aux orientations stratégiques fixées par la LPDA 2 et en recherchant les synergies et complémentarités entre les organisations paysannes et les autres acteurs économiques et institutionnels.

Plus précisément les objectifs de l'étude seront les suivants :

- apprécier les dynamiques d'organisation et les stratégies collectives mises en oeuvre, évaluer les contraintes et les potentialités du contexte et valider ces analyses avec les responsables d'organisation ;

➡ apprécier les appuis reçus par les organisations de la part de la Coopération française et leur contribution au développement du mouvement d'organisation des producteurs ;

➡ tirer les enseignements de ces expériences afin de proposer des orientations prospectives à débattre .

2. PROPOSITION D'UNE DÉMARCHE ET INDICATIONS MÉTHODOLOGIQUES.

Durant toutes les phases de l'étude, les consultants se situeront dans une relation de partenariat avec les organisations paysannes : la méthode de travail sera débattue au démarrage de l'étude et les résultats seront présentés au fur et à mesure de leur élaboration. Il s'agit en effet de créer les conditions d'un dialogue qui favorise l'analyse partagée de la situation avec les différents responsables des organisations concernées et qui les associe à la réflexion sur l'évolution possible du dispositif d'appui.

La méthode proposée est présentée ci-après en cinq points ; elle pourra être adaptée en fonction des opportunités ou contraintes qui pourront être identifiées sur place.

2.1. PRÉSENTATION DES OBJECTIFS DE L'ETUDE ET CONTACTS AVEC LES ACTEURS INSTITUTIONNELS.

D'après les termes de référence, une première réunion de présentation de la mission et de discussion des objectifs et de la méthode de l'étude pourrait se tenir à Conakry avec les responsables des organisations principalement intéressées par la capitalisation : celles des préfectures de Gaoual-Koundara, de Haute Guinée, la Fédération des planteurs du Fouta-Djalon et la Fédération des planteurs de café de Guinée.

Comme les termes de référence le suggèrent, cette première réunion sera élargie à d'autres organisations, moins engagées dans la dynamique "CAOPA" mais intéressantes dans une perspective de renforcement des synergies et des dynamiques fédératives entre organisations.

Cette réunion initiale sera complétée par des entretiens séparés avec les responsables d'organisations, avec les organisations administratives de tutelle ainsi qu'avec les institutions partenaires au premier rang desquelles, la Coopération française. Les entretiens auront pour but :

➡ **la présentation et la discussion** des objectifs et des méthodes de l'étude ;

➡ **le recueil de la perception que les organisations paysannes ont de leurs finalités et objectifs**, ainsi que de leurs modes d'action passés et futurs ;

➡ **le recueil du point de vue des partenaires des organisations paysannes** sur les rôles passés et les dynamiques en cours, sur les acquis et les difficultés rencontrées par les organisations.

2.2. CHOIX DES ORGANISATIONS RÉGIONALES ET LOCALES À RENCONTRER AU COURS DE LA MISSION.

Etant donné les différents niveaux d'organisation, les localisations géographiques des différentes organisations et la durée de la mission, il n'est pas envisageable de réaliser un travail exhaustif avec les différents échelons qui structurent les organisations. En fonction du niveau de structuration de chaque organisation, il sera procédé à un échantillonnage raisonné avec les responsables d'organisation et le responsable du PAOPA.

Les critères suivants pourront être utilisés :

- la situation géographique des unions ou groupements de base par rapport au marché, à l'accès aux services agricoles... ;
- la capacité des différents échelons à s'organiser et s'articuler avec les niveaux d'organisation plus englobants ;
- les activités développées de manière coordonnée à l'échelon considéré ;
- les dynamiques d'organisation "concurrentes" dans l'environnement direct de l'organisation ;
- le type de membres (groupes de professionnels spécialisés dans une activité ou organisation locales, présence de jeunes et de femmes, groupements mixtes ou féminins...).

2.3. UN DIAGNOSTIC GLOBAL DES FÉDÉRATIONS : ARTICULATION ET COORDINATION ENTRE LES DIFFÉRENTS NIVEAUX D'ORGANISATION ET AVEC L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE.

D'après l'échantillonnage réalisé, le diagnostic privilégiera deux "entrées" :

- **une "entrée" interne** s'attachera à identifier les acquis et les faiblesses du dispositif global de chaque organisation à partir de sa structuration interne et de l'articulation des fonctions et des responsabilités entre les différents niveaux d'organisation.
- **une "entrée" par les coordinations** établies entre l'organisation et ses différents niveaux de structuration interne et les autres acteurs économiques et institutionnels de son environnement.

Dans chaque zone étudiée, la mission s'efforcera :

- de travailler aux différents niveaux d'organisation,
- de rencontrer des responsables et des membres d'organisations de base ainsi que des non membres,

- ➡ de rencontrer les partenaires régionaux et locaux des organisations (services publics, ONG, commerçants, etc...).

Les enquêtes seront réalisées sous forme d'entretiens semi-directifs afin de favoriser l'expression la plus large possible des personnes et des groupes rencontrés. Sans négliger le recueil des données quantitatives qui seront accessibles, l'orientation adoptée sera principalement qualitative.

2.3.1. Le travail avec les organisations fédératives.

Dans chacune des zones visitées par la mission, la structure fédérative sera rencontrée en début et en fin de séjour. Parmi les thèmes qui seront abordés, il convient de citer les suivants :

- ➡ les conditions de production et d'existence des ruraux dans la zone/région : caractéristiques, principales contraintes, priorités ;
- ➡ le degré d'organisation des producteurs dans la région : nombre d'organisations et d'adhérents (par rapport à la population active), intérêt ou réticences des ruraux à s'organiser, activités des organisations de base, résultats obtenus, difficultés rencontrées par les organisations de base, etc ;
- ➡ les actions d'appui menées par l'organisation fédérative et les résultats obtenus : acquis, difficultés, causes ;
- ➡ les projets dont l'organisation fédérative est porteuse en matière d'appui aux organisations de base, les conditions à réunir pour les réaliser ;
- ➡ les relations entre organisation fédérative et les autres niveaux d'organisation : perception des relations passées (acquis, faiblesses, causes) ; propositions pour l'avenir (contenu, modalités) ;
- ➡ les relations entre les organisations et les autres acteurs : perception des acquis et faiblesses, propositions ;
- ➡ les appuis reçus de l'extérieur et notamment à travers les actions de la Coopération française.

2.3.2. Les entretiens avec les organisations de base et de niveau intermédiaire.

Ils s'organiseront autour des principaux thèmes suivants :

A) les principales activités économiques des ruraux.

- ➡ inventaire des activités, en séparant autant que possible les activités des hommes de celles des femmes, et en repérant les activités de certaines catégories socio-professionnelles particulières ;

- les principales difficultés rencontrées (disponibilité et accès au foncier, approvisionnement, crédit, transport, transformation, stockage, commercialisation...) ;
- les relations avec l'extérieur (appui/conseil, marché) ;
- les principales contraintes et les priorités.

B) les infrastructures communales et les conditions de vie (sécurité alimentaire, santé, éducation, hydraulique, etc...)

- les infrastructures existantes ;
- le fonctionnement et la gestion ;
- les principales difficultés ;
- les projets d'amélioration ;
- les priorités.

C) l'organisation.

- l'histoire de l'organisation ;
- le type de membres ;
- les activités de l'organisation, les résultats obtenus et les problèmes rencontrés ;
- les ressources dont elle dispose et leur origine ;
- le fonctionnement interne (modalités d'adhésion, statut juridique, partage des tâches, mécanismes de décision et de contrôle, système de gestion financière) ;
- les leaders ;
- les rapports avec l'extérieur (avec les services publics, le secteur privé, les ONG, etc) ;
- les appuis actuellement reçus et en particulier à travers les actions de la coopération française (nature, contenu et modalités) et la perception qu'en ont les bénéficiaires ;
- les relations avec l'organisation fédérative : nature des relations, perception des organisations fédératives et des appuis qu'elles apportent, de leur rôle passé, actuel et potentiel ;
- les propositions en matière d'appui : nature, modalités, priorités.

Autant que possible, les entretiens seront réalisés avec des autorités communales, des responsables d'organisations de base, des adhérents et des non-adhérents, des personnes de catégories sociales et socio-professionnelles différentes (hommes et femmes, adultes et jeunes, etc) ; on s'efforcera également de combiner des entretiens individuels ou en petits groupes homogènes avec une réunion avec des responsables.

2.3.3. Les acteurs économiques et institutionnels.

Ils sont variés selon les zones géographiques concernées mais compte tenu des orientations "filières" des différentes organisations, il sera utile de rencontrer les principaux partenaires en amont (fournisseurs en intrants, structures de crédit...) et en aval (commerçants...).

Les autres acteurs privilégiés à rencontrer seront : les services d'appui technique (SNPRV) et notamment sa composante appui aux organisations de producteurs, la recherche agronomique (autres services régionaux), les projets, etc.

Les entretiens s'organiseront autour des thèmes suivants :

- les complémentarités et concurrence entre organisations paysannes et commerçants pour la mise en marché des produits ;
- le rôle des organisations paysannes dans l'accès aux moyens de production et au crédit ;
- le rôle des organisations paysannes dans le processus d'innovation (relations avec l'IRAG et le SNPRV) ;
- les acquis et les faiblesses des organisations paysannes.

Les informations obtenues lors des entretiens seront complétées par une analyse de la documentation existante qui pourra être mise à disposition de l'équipe.

2.4. ELABORATION ET DISCUSSION D'UN DIAGNOSTIC PROVISoire DES ORGANISATIONS.

2.4.1. Diagnostic provisoire.

A partir des données recueillies auprès des différents interlocuteurs et partenaires de la mission et du dépouillement de la bibliographie existante, il sera élaboré sur place, un premier diagnostic de la situation des organisations qui mettra en évidence :

- les principales caractéristiques des organisations fédératives et des organisations de niveau intermédiaire, des activités qu'elles mènent et des résultats qu'elles obtiennent ;
- le classement des attentes/demandes qui auront été exprimées par les organisations de base ; ainsi qu'une première analyse de ces attentes/demandes ;
- une première appréciation des acquis et faiblesses du dispositif d'appui mis en place par la coopération française ;
- une synthèse provisoire des acquis et des réalisations durant la phase d'intervention de l'aide française ainsi qu'une appréciation des difficultés rencontrées par rapport aux attentes ou aux besoins actuels des organisations.

2.4.2. Discussion.

Ce diagnostic provisoire sera discuté avec les responsables d'organisation en fin de

mission afin de recueillir leurs observations et valider/infirmier les conclusions provisoires qui seront présentées.

Cette phase de travail privilégiera la réflexion avec les responsables d'organisation mais concernera également, selon des modalités à définir sur place, les services du Ministère de l'Agriculture et la Coopération française.

Cette phase s'organise autour de :

- le diagnostic provisoire des organisations paysannes de compléter les données recueillies sur le terrain et de les valider ;
- les axes de travail proposés ;
- la réflexion prospective relative à l'évolution des dispositifs actuels incluant les montages institutionnels envisageables, les modes de financement, la localisation des dispositifs, etc.

2.4.3. Recueil de données complémentaires.

A l'issue de la phase précédente, un temps sera consacré au recueil d'informations complémentaires relatives en particulier aux aspects institutionnels à prendre en compte par rapport aux évolutions possibles du dispositif d'appui aux organisations paysannes.

2.5. RÉDACTION D'UN RAPPORT PROVISOIRE.

Il prendra la forme d'un "aide-mémoire" rendant compte du travail effectué au cours de la mission, des premières conclusions et des axes prospectifs qui auront été esquissés.

2.6. ELÉMENTS CONCERNANT LE CONTENU DU RAPPORT FINAL.

Le rapport final sera élaboré en France ; il devrait comporter les points suivants : .

- une caractérisation rapide du contexte économique, social et institutionnel dans lequel ont émergé les organisations de producteurs ainsi qu'une caractérisation du contexte dans lequel elles évoluent actuellement ;
- l'analyse de la situation des organisations de base et régionales qui sera principalement qualitative quant au fonctionnement mais qui intégrera les éléments quantitatifs disponibles localement ;
- un bilan/diagnostic du dispositif d'appui, de ses acquis et de ses limites actuelles ;

- des propositions pour l'avenir à discuter au cours du séminaire qui sera organisé en 1999.

3. EQUIPE CANDIDATE.

Il est proposé ci-après le CV de cinq experts du CIRAD et d'organismes avec lesquels il collabore sur ces questions (CIEPAC) qui ont une grande connaissance des organisations paysannes et professionnelles africaines et des dispositifs d'appui originaux, gérés ou co-gérés par les organisations.

- Marie-Rose Mercoiret, Sociologue - Programme Agricultures Familiales, CIRAD.
- Pierre-Marie Bosc, Agro-économiste - Programme Agricultures Familiales, CIRAD.
- Christiane Dardé, Socio-économiste - Programme Agricultures Familiales, CIRAD.
- Jacques Berthomé, Economiste, CIEPAC.
- Ghislain Bregeot, Sociologue

Etant donné l'incertitude concernant les dates précises de réalisation de la mission, et les engagements déjà pris par ailleurs par les différents experts, la mission serait réalisée sous la responsabilité de Madame Marie-Rose Mercoiret du Programme Agricultures Familiales du CIRAD-TERA selon la méthodologie proposée par deux des cinq personnes dont les CV sont présentés ci-après.

Les modalités précises de réalisation de la mission pourront être définies par des échanges ultérieurs (dates et composition de l'équipe).

Le devis proposé inclut :

- des frais de synthèse documentaire et traitement de données,
- des frais de rédaction et d'édition des rapports.

Il ne comprend pas les frais de déplacement sur place ni les frais de réunion concernant la réalisation de l'étude sur le terrain.

III/ Equipe candidate

- Marie-Rose Mercoiret
- Pierre-Marie Bosc
- Christiane Dardé
- Jacques Berthomé
- Ghislain Bregeot

23 janvier 1998

MERCOIRET Marie-Rose

Sociologue

27 ans d'expérience

Née le :	6 mars 1944	Employeur :	CIRAD-TERA
Nationalité :	Française	Adresse :	Avenue du Val de Montferrand BP 5035 34032 Montpellier
Situation familiale :	Mariée, 1 enfant	Tél. :	67 61 59 07
Adresse personnelle :	7, rue du Languedoc 34170 Castelnau-le-Lez	Fax :	67 61 12 23
		Fonction :	Responsable du Laboratoire Communication et Organisation des Producteurs

DOMAINES DE COMPETENCE

- Analyse des organisations paysannes et appui à l'organisation des producteurs
- Etudes sociologiques, villageoises et régionales
- Communication avec les producteurs
- Formation professionnelle au développement avec la participation des populations locales. Formation de cadres, de techniciens et d'agriculteurs.

FORMATION DE BASE

- 03/1982 : **Thèse de Doctorat de 3ème Cycle en Sociologie**
Paris - René Descartes
"Offre scolaire et demande villageoise de développement - le cas du Sénégal"
- **Etudes supérieures à la Faculté des Lettres de Montpellier :**
- 1966 : Admissible à l'agrégation d'Espagnol
- 1966 : CAPES d'Espagnol
- 1965 : Diplôme d'Etudes Supérieures
- 1964 : Licence de lettres
- 1961 : **Etudes secondaires à Perpignan**

LANGUES

	Lu	Parlé	Ecrit
- Français	TB	TB	TB
- Anglais	B		
- Espagnol	TB	TB	TB
- Portugais	TB	B	B

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

- Depuis 09/1986 : **Chercheur au CIRAD, Département des Systèmes Agraires (DSA) devenu Département Systèmes Agro-alimentaires et Ruraux (SAR) en 1992.**
Responsable du Laboratoire Communication et Organisation des producteurs.

Activités permanentes :

Création et animation du laboratoire en relation avec de nombreux terrains en Afrique et en Amérique Latine, avec des institutions de recherche et des organismes de développement : production méthodologique, formation, accueil de stagiaires.

Principales missions à l'étranger :

Mali

- Etude des conditions d'émergence et de fonctionnement du Syndicat des Cotonniers et Vivriers (SYCOV - 1994).
- Séminaire de formation sur la filière coton (APM Afrique - 1995).
- Etude sur les articulations entre la recherche agronomique et les organisations paysannes (MiniCoop - 1996).

Tchad

- Etude de faisabilité d'un programme d'appui aux structures rurales dans la zone soudanienne (CFD - 1996).

Nouvelle-Calédonie

- Evaluation des besoins en recherche agronomique à partir du diagnostic de la situation des producteurs de la Province Nord (1991).
- Suivi du travail d'un sociologue du CIRAD sur l'ajustement des besoins en appui des producteurs mélanésien de la Province Nord avec l'action de développement (1994, 1995, 1996)
- Appui au développement local dans la tribu de Saint-Louis (Province sud - 1997).
- Evaluation du Centre d'Appui et de Formation au Développement de la NEPIA (Province Nord) (1996).

La Réunion

- Etude sur les approches de développement dans les Hauts de l'Ouest, 1994.
- Etude sur les approches de développement dans les Bas, 1995.

Cameroun

- Etude sur les stratégies des producteurs de la zone cotonnière (MINAGRI/CFD) ; réalisation de l'étude sur les organisations paysannes (diagnostic et propositions), 1994.
- Co-animation d'un séminaire international sur la formation des producteurs ruraux, 1994 - FPH/réseau R-D.

Vénézuéla

- Mission d'appui au FONAIAP sur la participation des producteurs à la mise au point et à la diffusion de techniques nouvelles (MAE) 1992.

Brésil

- Animation d'un séminaire de chercheurs et de responsables du développement du Nordeste sur les méthodes d'appui aux petits producteurs (4 semaines).
- Appui à l'équipe du Projet Silvania, région Centre-Ouest, sur l'organisation des producteurs (1991, 1992, 1993, 1994, 1996) ; financement du MAE.

Nicaragua

- Appui au Programme d'Assistance Technique dirigée au Ministère du Développement Rural : des approches et des appuis aux différents niveaux d'organisation des producteurs (MME).

Chili

- Appui à AGRARIA (ONG chilienne) sur les méthodes et outils d'une approche contractuelle avec les petits producteurs : communication avec les producteurs, appui à l'organisation.

Sénégal

- Elaboration et appuis réguliers à un Projet de Recherche/Développement d'appui aux organisations paysannes (CADEF) - 3 missions par an (financement FPH/Ministère Coopération/CCCE) entre 1987 et 1994.
- Missions d'appui à la Direction de la Formation et de la Recherche/Développement de la SAED sur l'appui à l'émergence et au renforcement des organisations paysannes dans les périmètres irrigués (1991, 1992) (Ministère de la Coopération/SAED).
- Etude sur l'organisation de l'appui aux producteurs (besoins de producteurs, définition de la nature des appuis en fonction du degré d'organisation des producteurs).
Mission MDR-CCCE, en collaboration avec l'IRAM, 1989
Etude de faisabilité d'un programme d'appui aux organisations paysannes du département de Bignona (MDRH-CFD) 1992.
- Communication au séminaire international organisé par la FAO et le CIRAD sur "participation populaire et durabilité" (1993).
- Mission de suivi de l'étude sur les organisations paysannes de la zone cotonnière (ABP) réalisée par un stagiaire du Master Vopa (1996/97).

Madagascar

- Evaluation de l'établissement de l'Intensification de la production (EIP) au sein de la SOMALAC (Lac Alaotra) : (le transfert de fonction aux organisations paysannes dans les grands périmètres irrigués), financement CCCE.

Burkina Faso

- Coordination et suivi du Projet vivrier du Yatenga (1988-1990).
- Participation à l'étude de faisabilité du projet vivrier du Nord Yatenga (Conseil de l'Entente - CCCE - FAC), 1987.
- Coordination et suivi du Projet vivrier du Yatenga (1988-1990).
- Participation à la mission CIRAD sur l'intensification et la diversification dans les zones cotonnières, 1988.
- Mission de suivi de l'étude sur "les organisations paysannes dans la zone cotonnière" réalisée par deux stagiaires (1995).

Guinée

- Contribution au séminaire des cadres du Ministère du Développement Rural (Conakry, 1986).

Principales Activités en France :

Formation :

- Entre 1985 et 1992, animation d'un stage annuel de six semaines sur "Systèmes Agraires et Stratégies de Développement" destiné à des chercheurs et des responsables d'organismes de développement.
- Responsable pédagogique de quatre modules de formation annuels dans le cadre du Master professionnel européen VOPA (Vulgarisation et Organisations Professionnelles agricoles) : l'Organisation des producteurs, Dynamiques locales de développement - planification locale et gestion des ressources naturelles -, Stratégies de développement, communication avec les producteurs (en relation avec le CNEARC, l'IAM, le CIEPAC et la CINAM).
- Prestations au CNEARC, au CEFEB-CFD sur l'organisation des producteurs.

Réseaux :

- Membre du Comité Technique du Réseau Recherche-Développement.
- Membre du Comité Technique du Réseau GAO (Groupements, Associations, Organisations), membre du groupe "Les organisations paysannes et l'Etat".
- Membre du comité de suivi du Réseau Agriculture Paysanne et Modernisation
 - Afrique (soutenu par la Fondation pour le Progrès de l'Homme).

Synthèses :

- Rédacteur principal du dossier "Interventions de terrain en milieu rural, principes et méthodologie". Groupe coopération française (1989).
- Coordinatrice de l'ouvrage "l'appui aux Producteurs ruraux", guide méthodologique édité par le Ministère de la Coopération et Karthala (1994).
- Responsable d'une étude sur "l'évolution des stratégies paysannes face à la sécheresse : le cas de l'organisation paysanne CADEF, Sénégal" (diagnostic, méthodologie d'appui - 1987 - 1988).
- Responsable d'une étude comparative "sur les organisations paysannes face au désengagement de l'Etat" : 3 études de cas en Afrique (Mali, Sénégal, Bénin), 3 études de cas en Amérique latine (Nicaragua, Brésil, Mexique). En collaboration avec le CIEPAC et l'IRAM.
- Animation d'un séminaire international de synthèse de l'étude précédente, organisé par le CIRAD-SAR, la FPH, l'IRAM et le CIEPAC avec 40 participants dont 20 étrangers (responsables paysans, agents de développement, chercheurs, membres d'ONG, ...).
- Coordinatrice d'une étude sur "participation populaire, environnement et durabilité" pour la FAO (1994). En collaboration avec le CIEPAC et l'IRAM.
- Coordinatrice d'une étude en cours sur "les stratégies des acteurs face à ~~les~~ ressources naturelles" pour la FAO.
- Communication au séminaire international "l'Agriculture au Sahel" : "les dynamiques locales sont-elles une réponse au désengagement de l'Etat" (sept. 1991).
- Rapport de synthèse des communications au Symposium sur les Recherches systèmes (Montpellier 1994) : atelier sur les organisations paysannes.

- 1985 - 1986 :

Expert du CIEPAC (Centre International pour l'Education Permanente et l'Aménagement Concerté) chargée du secteur "appui à l'organisation des producteurs et communication sociale".

Sénégal :

- Formation des agents du Projet Intégré de Développement de Keur Momar Sarr aux méthodes et techniques de communication avec la population (méthodes d'approche, organisation et formation des producteurs).
- Contribution à la définition d'un centre d'appui aux Associations villageoises de Développement (organisation, planification locale, formation...) en relation avec l'ENEA ;
Appui à l'organisation et à la formation des producteurs dans le cadre d'un cycle de formation ENEA/CIEPAC destiné aux producteurs et aux agents de développement.

Segala aveyronnais :

- Contribution à la définition d'une campagne d'information des producteurs dans le cadre d'une opération "Fourrages-mieux" en relation avec le DSA/CIRAD et la Chambre d'Agriculture.

- 1979 - 1985 :

SENEGAL

Professeur à l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée à Dakar (Sénégal) - détachement au Ministère de la Coopération.

a - Assistance à la définition et à la mise en oeuvre de contenus et programmes de la formation des médiateurs pédagogiques, spécialistes de l'éducation non formelle ;

b - Assistance à la définition et à la mise en oeuvre d'un enseignement visant à initier les élèves planificateurs, aménagistes, et contrôleurs de la coopération aux techniques de communication sociale utilisables en milieu rural ;

c - Participation aux activités de la cellule intercollégiale de recherche appliquée de l'ENEA :

d - Recherche sur les méthodes utilisées et les résultats obtenus par les structures d'encadrement rural ;

e - Appui à l'organisation de la formation d'associations villageoises de développement ;

f - Chargée de cours à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature.

- 1971 - 1979 :

SENEGAL

Expert IRFED (Institut de Recherche pour la Formation et le Développement)

Assistance à la conception, l'expérimentation et la mise en oeuvre de l'Enseignement moyen pratique (formation des jeunes ruraux et création des conditions de leur insertion économique et sociale).

- 1969 - 1971 :

TCHAD

Professeur au Lycée Ahmed Mangué (Sahr)

Activités complémentaires de recherche/action sur :

- . l'intégration de l'école au milieu dans la société Sara du Tchad
- . élaboration de moyens pédagogiques pour la formation des paysans dans le cadre de l'animation de la région du Mandoul ("opération Mandoul").

- 1967 - 1969 :

FRANCE

Professeur au Lycée Ferry (Chambéry).



Pierre-Marie BOSC (M.)

Nationalité :	Française
Date de naissance :	02 août 1959
Situation familiale :	Vivant maritalement. Deux enfants à charge.
Adresse professionnelle :	(Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) Cirad-tera/Programme Agricultures Familiales 73, avenue Jean-François Breton BP 5035 34032 Montpellier Cedex 1 France Téléphone : 33 (0)4 67 61 56 22 Fax : 33 (0)4 67 61 12 23 Adresse électronique : pierre-marie.bosc@cirad.fr
Profession :	Agro-économiste, Docteur en Economie
Compétences :	Organisations paysannes, innovation, systèmes de production, ressources renouvelables, évaluation Intérêts thématiques : * Dynamiques d'organisation du monde rural : - Place et rôle des organisations paysannes dans les filières, - Articulation entre les organisations paysannes et les systèmes de recherche agricole, - Place et rôle des organisations paysannes dans les dynamiques territoriales et la gestion des ressources naturelles renouvelables. * Recherche agricole et processus d'innovation : - Synthèse éco-régionale sur le rôle de la recherche agricole dans les dynamiques d'innovation et de développement, - Synthèse thématique sur les processus d'innovation. Champs d'expertise : * Evaluation et appui aux organisations de producteurs, * Evaluation des interventions en milieu rural (projets de développement, plan foncier rural ...), * Stratégies des acteurs et dynamique des systèmes de production.
Région(s) d'expérience :	Afrique de l'Ouest et Centrale, Amérique Centrale et Caraïbes, Nouvelle Calédonie
Formation :	Ingénieur agronome (1983) INA-PG - Institut National Agronomique Paris-Grignon / Paris / France
Formation complémentaire :	Docteur en Economie (1998) ENSAM - Ecole Nationale Supérieure Agronomique Montpellier / France
Compétences linguistiques :	Langue maternelle : Français Autre langue connue : Anglais, Espagnol
Expérience professionnelle :	Depuis 1989 : CIRAD-SAR Montpellier (France) Agro-économiste, chargé de recherches et d'études en appui au développement, recherche en milieu réel

Synthèses éco-régionales en Afrique de l'Ouest et du Centre (savanes, Sahel, zones humides).
Analyse des processus d'innovation.
Analyse des organisations paysannes et appui aux organisations.

1988 : **CIRAD-IRCT**

Montpellier (France)

Ingénieur de recherche, chargé de l'analyse et de la synthèse des méthodes d'évaluation économique des expérimentations agronomiques

1985-1987 : **Ministère de la coopération**

Brazzaville (Congo)

Assistant à l'Université, chargé de cours ainsi que de l'élaboration et du suivi des stages sur le terrain

1984-1985 : **Ministère des relations extérieures**

Managua (Nicaragua)

Ingénieur de recherche, chargé de l'analyse de la dynamique des systèmes agraires et de l'évaluation du potentiel en énergies renouvelables

1995-1997, **Enseignement et formation** (Pays-Bas, Portugal, Botswana)

Participation au programme NECTAR du réseau européen NATURA. Réunions de coordination et de préparation des modules de formation sur les organisations rurales et les méthodes de recherche.

1993-1997, **expertise (Sénégal)**

Plusieurs missions de 1 à 3 semaines : appui à l'organisation paysanne CADEF/Bignona/Sénégal.

03/09/98, 3 j, **congrès-séminaires-colloques (Italie)**

Participation à l'atelier grass roots' development workshop Université de Turin.
Banque Africaine de Développement

13/07/98, 13 j, **expertise (Guinée)**

Etude du renforcement des liens entre organisations paysannes et recherche agricole.

09/06/98, 6 j, **Congrès-séminaires-colloques (Canada)**

7ème conférence IASCP Vancouver

23/03/98, 21j, **Nouvelle Calédonie, Province Nord**. Caractérisation des situations agricoles, zonage (Programme dynamiques des agricultures familiales)

27/11/97, 12 j, **Enseignement et formation (Philippines)**

Animation d'un atelier de recherche sur le thème "Coopératives et systèmes de commercialisation".

26/09/97, 9 j, **Enseignement et formation (Botswana)**

Elaboration du module 5 du programme NECTAR

20/07/97, 7j, **Expertise (Nouvelle Calédonie)**

Contribution à la programmation des activités en Province Nord

28/06/97, 21j, **Expertise (Nouvelle Calédonie)**

Etude des circuits de distribution des légunes en Province Sud.

22/01/97, 21 j, **Enseignement et formation (Philippines)**

Séminaire sur l'analyse des organisations paysannes (responsable de l'animation).

24/06/96, 13 j, **Expertise (Mali)**

Etude des relations entre organisations paysannes et recherche agricole.
Ministère de la Coopération

issions :

19/02/96, 36 j, **Expertise (Côte d'Ivoire)**

Evaluation de l'opération pilote Plan foncier rural (responsable de l'étude).
Banque Mondiale

27/11/95, 13 j, **Expertise (Erythrée)**

Proposition de projet de recherche pluridisciplinaire sur les circuits d'approvisionnement d'Asmara en relation avec la valorisation de la ressource hydrique.
Ministère des affaires étrangères

10/10/94, 56 j, **Expertise en produits agricoles (Sénégal)**

Etude des conditions sociales et techniques de l'appropriation des petits aménagements hydro-agricoles en basse Casamance.
CIRAD

17/01/94, 24 j, **Expertise (La Dominique, Sainte-Lucie)**

Evaluation des dynamiques organisations paysannes.
Ministère de la coopération

07/11/93, 19 j, **Expertise (Nouvelle-Calédonie)**

Elaboration d'un programme de recherche en socio-économie.
Province des îles

25/04/93, 20 j, **Expertise (Ghana, Nigéria)**

Evaluation de la recherche agricole.
SPAAR-Banque Mondiale

13/11/92, 18 j, **Expertise (Sénégal)**

Etude de faisabilité d'un projet d'appui aux organisations paysannes du Département de Bignona.
Caisse française de développement

18/05/92, 35 j, **Expertise (Tchad)**

Evaluation des petits périmètres irrigués au Nord de N'Djaména.
FED

18/03/92, 31 j, **Expertise (Burkina-Faso)**

Identification d'un projet de micro-réalisations dans la province de l'Oudalan.
FED

01/07/91, 10 j, **Expertise (Tunisie)**

Consolidation des appuis au Centre de Recherches Phoenicicoles de Degache. Préparation d'un projet en recherche/développement en agriculture d'oasis.
Ministère des affaires étrangères

activités associatives ou officielles :

Membre de l'International Association for the study of common property resources (IASCP) depuis 1993.

Membre de l'Association euro-africaine pour l'anthropologie du changement social et du développement (APAD) depuis 1992.

publications/thèse :

Organisations paysannes et ressources renouvelables en basse Casamance. Les modes de coordination entre acteurs. Thèse de doctorat Economie ENSA Montpellier

articles de périodiques :

Culture attelée et environnement : réflexions à partir d'expériences Ouest-Africaines.
Bosc P.M., 1992. *Afrique Contemporaine*, n. 161, p. 197-209 (13 p.).

Système agraire et diagnostic énergétique : cas de l'île d'Ometepe (Nicaragua).

Dève F.C., Bosc P.M., 1986. *Cahiers de la Recherche Développement*, n. 11, p. 24-35 (12 p.).

Agricultural research and innovation in West and Central Africa : insights from a filiere approach in Heidhues et Fadarri (Ed) Peter Lang, 1997.

L'évolution des démarches de recherche : quelques repères.

Bosc P.M., Garin P., 1992. In : Bosc P.M. (ed.), Dollé V. (ed.), Garin P. (ed.), Yung J.M. (ed.), *Le développement agricole au Sahel. Tome II. Recherches et techniques*. Montpellier, France, CIRAD, vol. 2, n. 17, p. 347-366 (19 p.) *Collection Documents Systèmes Agraires*.

La protection des cultures.

Launois M., Garin P., Bosc P.M., 1992. In : Bosc P.M. (ed.), Dollé V. (ed.), Garin P. (ed.), Yung J.M. (ed.), *Le développement agricole au Sahel. Tome II. Recherches et techniques*. Montpellier, France, CIRAD, vol. 2, n. 17, p. 219-236 (17 p.) *Collection Documents Systèmes Agraires*.

Technology adoption in the sahelian and sudanese regions : Approach and major findings.

Bosc P.M., Calkins P., Yung J.M., 1991. In : Gnaegy S., Anderson J.R., *Agricultural technology in Sub-Saharan Africa : A workshop on research issues*. Washington, Etats-Unis, Banque Mondiale, n. 126, p. 45-59 (15 p.) *World Bank Discussion Papers*.

Agricultural innovation in the cotton zone of francophone west and central Africa.

Bosc P.M., Hanak Freud E., 1994. In : IITA, FAO., *IITA/FAO workshop on sustainable cropping systems for the moist savanna zones*. s.l., 33 p. IITA/FAO Workshop on Sustainable Cropping Systems for the Moist Savanna Zones, 1994/09/19-23, Ibadan, Niger.

Communications de congrès:

Farmers' organizations and the building of a new common pool resource : the role of Social heterogeneity in the Socio-political search of compromises. Communication et papier présenté à la 7^e Conférence de l'International Association for the Study of Common Property (IASCP), à Vancouver (Canada), Juin 1998.

Agricultural research and innovation in West and Central Africa : insights from a filière approach.

Bosc P.M., Hanak Freud E., 1996. Montpellier, France, CIRAD, 15 p., réf. International Symposium on Food Security and Innovations : Successes and Lessons Learned, 1996/03/11-13, Stuttgart, Allemagne.

Les organisations paysannes face au désengagement de l'Etat. Bref bilan d'une ATP-CIRAD et perspectives de recherche.

Mercoiret M.R., Bosc P.M., Losch B., 1996. Montpellier, France, CIRAD-SAR, 17 p. Conseil Scientifique du CIRAD. Organisations Paysannes et Innovation, 1996/02/13, Montpellier, France.

Les processus d'innovation dans le cadre d'une ancienne société rizicole ouest-africaine en crise : l'expérience du comité d'action pour le développement de Fogny (CADEF) en Basse-Casamance.

Bosc P.M., Berthomé J., Mercoiret M.R., 1995. In : Cheneau Loquay A., Leplaideur A., *Quel avenir pour les rizicultures de l'Afrique de l'Ouest ?*. Montpellier, France, CIRAD-CA, 27 p. Colloque International CNRS/CIRAD, 1995/04/04-07, Bordeaux, France.

Organisations socio-professionnelles : innovations organisationnelles et institutionnelles et stratégies des acteurs. Le cas du département de Bignona au Sénégal.

Bosc P.M., Dardé C., Mercoiret M.R., Berthomé J., Goudiaby B., 1995. In : Chauveau J.P. (ed.), Yung J.M. (ed.), CIRAD, INRA, ORSTOM., *Innovation et sociétés. Quelles agricultures? Quelles innovations? Volume II. Les diversités de l'innovation. Actes*. Montpellier, France, CIRAD, p. 63-75 (13 p.). Séminaire d'Economie Rurale. 14, 1993/09/13-16, Montpellier, France.

Diffusion des techniques : conditions d'adoption et effets des innovations.

Bosc P.M., Jamin J.Y., 1995. In : Chauveau J.P. (ed.), Yung J.M. (ed.), CIRAD, INRA, ORSTOM., *Innovation et sociétés. Quelles agricultures? Quelles innovations? Volume II. Les diversités de l'innovation. Actes*. Montpellier, France, CIRAD, p. 151-177 (27 p.). Séminaire d'Economie Rurale. 14, 1993/09/13-16, Montpellier, France.

Ouvrages :

Recherche agricole et innovation en Afrique tropicale.

Bosc P.M., Hanak Freud E., 1995. Montpellier, France, CIRAD-SAR, 146 p. *Repères*.

Le développement agricole au Sahel. Bibliographie.

Bosc P.M. (ed.), Dollé V. (ed.), Garin P. (ed.), Yung J.M. (ed.), 1994. Montpellier, France, CIRAD, 344 p. *Documents Systèmes Agraires*, n°17, vol.5.

Le développement agricole au Sahel. Tome 3. Terrains et innovations.

Bosc P.M. (ed.), Dollé V. (ed.), Garin P. (ed.), Yung J.M. (ed.), 1992. Montpellier, France, CIRAD, 296 p. *Collection Documents Systèmes Agraires*, n°17, vol.3.

Le développement agricole au Sahel. Tome 1. Milieux et défis.

Bosc P.M. (ed.), Dollé V. (ed.), Garin P. (ed.), Yung J.M. (ed.), 1992. Montpellier, France, CIRAD, 342 p. *Collection Documents Systèmes Agraires*, n°17, vol 1.

Le développement agricole au Sahel. Tome 2. Recherches et techniques.

Bosc P.M. (ed.), Dollé V. (ed.), Garin P. (ed.), Yung J.M. (ed.), 1992. Montpellier, France, CIRAD, 366 p. *Collection Documents Systèmes Agraires*, n°17, vol.2.

Le développement agricole au Sahel. Tome 4. Défis, recherches et innovations au Sahel.

Yung J.M., Bosc P.M., 1992. Montpellier, France, CIRAD, 383 p. *Collection Documents Systèmes Agraires*, n°17, vol 4.

Développement et recherche agricole dans les pays sahéliens et soudaniens d'Afrique. Essai d'évaluation des acquis de la recherche agronomique au regard du développement.

Bosc P.M., Calkins P., Yung J.M., 1990. Montpellier, France, CIRAD-DSA, 310 p. *Synthèses du CIRAD*.

Evaluation économique de l'expérimentation agronomique. Approche bibliographique.

Bosc P.M., 1988. Montpellier, France, CIRAD-MESRU, 97 p.

Etats désengagés, paysans engagés. Perspectives et nouveaux rôles des organisations paysannes en Afrique et en Amérique latine.

Mercoiret M.R., Vuarin P., Berthomé J., Gentil D., Bosc P.M., 1997. Paris, France, FPH, 189 p., réf. Atelier International, 1995/03/20-25, Mèze, France. *Dossier pour un Débat*

Chapitres d'ouvrages :

Propositions : apporter des réponses adaptées.

Bosc P.M., Karsenty A., Lavigne Delville P., Lhoste P., Oswald M., Petithuguenin P., Quencez P., Torquebiau E., 1996. In : Losch B. (ed.), De Fina C. (ed.), Devèze J.C. (ed.), Groupe de Travail Inter-Réseaux., *Les agricultures des zones tropicales humides : éléments de réflexion pour l'action*. Paris, France, Ministère de la Coopération, p. 205-249, 1 tabl *Rapports d'Etude*.

Le plan foncier rural en Côte d'Ivoire.

Chauveau J.P., Bosc P.M., Pescay M., 1996. In : Lavigne Delville P., Ministère de la Coopération., *Foncier rural, ressources renouvelables et développement : analyse comparative des différentes approches. Document de travail*. Paris, France, Ministère de la Coopération, p. 337-360.

Pour construire des paysages sahéliens.

Bosc P.M., 1994. In : Association Paysage Diffusion., *Distances*. Versailles, France, Association Paysage et Diffusion, n. 5, p. 143-147 (5 p.) *Pages paysages*.

Dynamique des systèmes agraires.

Bosc P.M., Faye J., Milleville P., 1992. In : Pochat R. (dir.), *Environnement et développement durable. Contribution de la recherche française dans les pays en développement*. Paris, France, Ministère de la Recherche et de l'Espace, p. 8-9.

Le mil.

Bosc P.M., Garin P., 1992. In : Bosc P.M. (ed.), Dollé V. (ed.), Garin P. (ed.), Yung J.M. (ed.), *Le développement agricole au Sahel. Tome II. Recherches et techniques*. Montpellier, France, CIRAD, vol. 2, n. 17, p. 15-34 (19 p.) *Collection Documents Systèmes Agraires*.

Agronomie Oasienne. Projet de Coopération Franco-Tunisien. Proposition d'un projet de Coopération technique : Recherches pour le Développement de l'agriculture d'oasis dans le Sud Tunisien. Rapport de missions Synthèse et propositions.

Bosc P.M., Dollé V., Peyron G., Pochier G., Tailly P., Brun J., Conforti J., Reynes M., 1991. Montpellier, France, CIRAD-DSA, 115 p, No DSA 1991/16A-16B.

L'analyse économique CIMMYT appliquée à une expérimentation fertilisation sur cotonnier en R.C.I. (Côte d'Ivoire). Les hypothèses implicites de la démarche.

Bosc P.M., 1988. Montpellier, France, CIRAD-IRCT, 29 p.

contact :

M. LOSCH Bruno

Cirad-tera/programme agricultures familiales
73, avenue Jean-François Breton BP 5035
34032 Montpellier Cedex 1 France

Téléphone : 04 67 61 59 09

Fax : 04 67 61 12 23

Adresse électronique : bruno.losch@cirad.fr

Stratégies des producteurs et phénomènes d'innovation au Sahel.

Yung J.M., Bosc P.M., Losch B., 1995. In : Chauveau J.P. (ed.), Yung J.M. (ed.), CIRAD, INRA, ORSTOM., *Innovation et sociétés. Quelles agricultures? Quelles innovations? Volume II. Les diversités de l'innovation. Actes.* Montpellier, France, CIRAD, p. 273-283 (11 p.). Séminaire d'Economie Rurale. 14, 1993/09/13-16, Montpellier, France.

Schumpeter au Sahel.

Yung J.M., Bosc P.M., 1993. In : Chauveau J.P. (ed.), Cornier Salem M.C. (ed.), Mollard E. (ed.), ORSTOM-LEA., *Synthèses des groupes de travail de la Table Ronde du L.E.A. et textes des contributions au séminaire du L.E.A (1991-1992).* Montpellier, France, ORSTOM, n. 4, p. 193-221 (29 p.). L'Innovation en Milieu Rural. 2, 1992/10/19-20, Montpellier, France. *Documents Scientifiques du LEA*

Quelles recherches agricoles pour le développement en zone semi-aride d'Afrique de l'Ouest ? Le cas du Sahel.

Bosc P.M., Yung J.M., 1992. In : *Changements climatiques et développement reproductible dans les régions semi-arides.* Montpellier, France, CIRAD-SAR, 27 p. Conférence Internationale, 1992/01/27-1992/02/01, Fortaleza, France.

Evaluation économique et expérimentation agronomique : méthodologie et processus de recherche.

Bosc P.M., 1989. In : Berger M. (ed.), Frydrych D. (ed.), *1ère conférence de la recherche cotonnière africaine.* Montpellier, France, CIRAD-IRCT, vol. 1, p. 291-299. Conférence de la Recherche Cotonnière Africaine. 1, 1989/01/31-1989/02/02, Lomé, Togo.

Evaluation de l'opération pilote de plan foncier rural.

Chauveau J.P. (ed.), Bosc P.M. (ed.), 1996. Montpellier, France, CIRAD-SAR, 564 p., réf., cart., tabl, CIRAD-SAR N.84/96.

Quelle valorisation agricole de la ressource pluviométrique pour quels marchés en Erythrée ? Propositions pour l'élaboration d'un programme de recherche finalisée en coopération entre le Cirad et l'Erythrée. Compte rendu de mission 27 novembre au 16 décembre 1995.

Forest F., Bosc P.M., 1996. Montpellier, France, CIRAD-CA, 47 p., cart., tabl., 4 graph.

Les organisations de producteurs face aux défis de la mise en marchés de produits agricoles aux petites Antilles. Cas de la Dominique et Sainte-Lucie.

Bosc P.M., 1994. Montpellier, France, CIRAD-SAR, 75 p, CIRAD-SAR N.21/94.

Etude de la diversité de l'évolution et de l'insertion dans l'économie marchande, des systèmes de production mélanésien traditionnels dans la Province des Iles Loyauté (P.I.L.) de Nouvelle-Calédonie. Propositions pour un programme de recherche en socio-économie. Rapport de mission en Nouvelle-Calédonie du 07 au 25 novembre 1993.

Bosc P.M., Lhoste P., 1993. Montpellier, France, CIRAD-SAR, 39 p.

Programme d'appui aux organisations paysannes du département de Bignona. Rapport de synthèse des études de faisabilité.

Berthomé J., Mercoiret M.R., Bosc P.M., 1992. Montpellier, France, CIRAD-SAR, 98 p.

Diagnostic de situation et proposition pour la mise en oeuvre d'un programme de micro-réalisations dans la province de l'Oudalan. Rapport intermédiaire.

Bosc P.M., 1992. Montpellier, France, CIRAD-SAR, 44 p.

Programme d'appui aux organisation paysannes du département de Bignona. Etude de l'environnement économique et institutionnel des organisations paysannes du département de Bignona.

Bosc P.M., 1992. Montpellier, France, CIRAD-SAR, 196 p.

Evaluation de quatre périmètres irrigués au nord de N'Djamena..

Bosc P.M., Arditi C., Pochier G., 1992. Montpellier, France, CIRAD-SAR, 137 p.

apports et littérature grise

Christiane DARDE

Socio-économiste

CIRAD-TERA
BP 5035
34090 Montpellier Cedex 1
France

Née le 13 mai 1960

Tél. : 33 (0)4 67 61 57 52
Fax : 33 (0)4 67 61 12 23

Nationalité française

DOMAINES DE COMPETENCE

- Socio-économie de la production et des rapports sociaux et de genre en milieu rural.
- Formation à la prise en compte du genre dans les opérations de développement.
- Méthodes d'enquête, diagnostic participatif, recherche-action.
- Appui aux organisations professionnelles.

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Chargée de mission, Réseau Technologie et Partenariat en Agro-alimentaire (GRET/CIRAD : rédaction du bulletin du réseau TPA, élaboration d'outils d'information sur les appuis aux entreprises agro-alimentaires africaines, animation du réseau, 1997-98.

Formation à la prise en compte du genre :

- CIRAD-TERA : Sensibilisation de la responsable du volet Promotion féminine du PDRAI, Sidi Bouzid (Tunisie) à la problématique genre (1 mois), 1997.
- Ecole Nationale du Génie Rural et des Eaux et Forêts (ENGREF) : formation à la prise en compte du genre dans l'agroforesterie, cours de sociologie, 1997.

Consultante, Réseau Technologie et Partenariat en Agro-alimentaire / Ministère de la Coopération Française : Etude des dispositifs d'appui aux entreprises agro-alimentaires dans les pays africains (mission en France, au Cameroun et au Congo), 1996.

Formation, Centre National d'Etudes Agronomique des Régions Chaudes (CNEARC) : Présentation d'une démarche intégrant la dimension genre, module de formation des élèves ingénieurs (première année ESAT), 1995.

Recherche-action, CIRAD-SAR/CORD (Bignona, Sénégal) : Cinq années de recherche sur le rôle économique des femmes et les dynamiques d'organisation dans le département de Bignona (Basse Casamance, Sénégal), 1989-95 :

- *Enquêtes socio-économiques* sur les activités des femmes (activités lucratives, utilisation de leur production et de leurs revenus, gestion des ressources familiales), les groupements de producteurs et les unités de production.

- **Analyse en terme de genre** : étude des effets de l'évolution du rôle économique des femmes sur les rapports sociaux et de genre au sein des ménages et des organisations de producteurs.

Elaboration et expérimentation d'un module de formation de formateurs, Groupe de travail CIRAD/CIEDEL/ORSTOM, Projet NECTAR (financé par l'Union Européenne) : présentation des approches de vulgarisation et de développement rural et prise en compte du genre, 1993 ; expérimentation prévue en 1999 au Bénin.

Consultante (3 mois), Comité français de l'UNICEF et ENDA-TM (Dakar) : Evaluation d'un projet de développement rural intégré (Communauté rurale de Malicounda, Mbour, Sénégal), avec analyse de l'impact du projet sur le rôle économique des femmes, 1988.

FORMATION DE BASE

1995 Docteur en économie

1989 DEA d'économie du développement agricole, agro-alimentaire et rural

PUBLICATIONS ET TRAVAUX

CIEDEL/CIRAD/Université de Louvain/Université de Reading/UTAD/WAU. Extension strategies for Rural Development : a gender sensitive approach : module 1, champ thématique Milieu rural et interventions de développement, Projet NECTAR/NATURA/Union Européenne, édition en cours, 294 p.

DARDE C., 1997. Les dispositifs d'appui aux entreprises agroalimentaires dans les pays africains. Rapport de synthèse (tome I) et annexes (tome II), Réseau TPA/Secrétariat d'Etat à la Coopération, 167 p.

DARDE C., MERCOIRET M.R., TONNEAU J.P. et WAMPFLER B., (CIRAD), 1996. L'intégration de la dimension " genre " dans les processus de recherche-développement dans les pays du Sud : problématique et perspectives. Présentation à une rencontre scientifique à Paris (11-12 juin 1996). CEPED, Genre et développement : des pistes à suivre, *Documents et manuels* n°5, décembre 1996, pp. 65-76.

DARDE C., 1995. L'agroalimentaire au féminin : modes d'organisation et fonctionnement des unités de transformation féminines dans le département de Bignona (Sénégal). Communication au séminaire "Petites entreprises agro-alimentaires ". CIRAD, 19-20 octobre 1995, Montpellier. In : Petites entreprises et grands enjeux : le développement agroalimentaire local, LOPEZ E. et MUCHNIK J. (dir.), Tome II, pp. 67-81, L'Harmattan, 1997.

DARDE C., 1995. Les initiatives individuelles et collectives des femmes rurales : approche socio-économique des activités des femmes du département de Bignona (Sénégal). Thèse de doctorat, Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie de Montpellier (France), 300 p. + bibliographie (21 p.) + annexes.

DARDE C., 1994. Les femmes actrices individuelles et collectives de l'innovation. In : Chauveau J.P. et Yung J.M. (ed.), Innovation et sociétés : Quelles agricultures, quelles innovations ? Volume II, Les diversités de l'innovation. Actes du Séminaire d'Economie Rurale CIRAD/INRA/ORSTOM, du 13 au 16/09/1993, Montpellier, 1995, pp. 299-306.

DARDE C., 1994. Les activités féminines dans le département de Bignona (Sénégal) : de véritables entreprises. *L'enfant en milieu tropical*, n° 211, pp. 24-30.

DARDE C., 1992. Les femmes, une composante essentielle des groupements membres de CORD : enquêtes réalisées auprès des groupements du département de Bignona, septembre-novembre 1992 (rapport). CORD, Bignona (Sénégal), 24 p.

GIL C. et DARDE C., 1988. Le projet Madésahel dans la communauté rurale de Malicounda (Mbour, Sénégal) : rapport d'évaluation. ENDA (Dakar) / UNICEF (Paris), 98 p. + annexes.

DARDE C., 1987. Le coton, un oléagineux dans le monde et dans dix pays d'Afrique francophone et à Madagascar (rapport). IRCT, Montpellier (France), 30 p.

LANGUES

- Français (langue maternelle)
- Anglais (lu, écrit et parlé)
- Espagnol (lu et parlé).

Jacques BERTHOMÉ

Né le 6 Octobre 1946

Nationalité Française

Marié, 3 enfants

Employeur : CIEPAC

Fonction : Directeur de Recherches

Agro-Economiste

27 ans d'expérience

DOMAINES DE COMPÉTENCES

- Appui-conseil aux organisations paysannes fédératives.
- Formation professionnelle en développement rural des cadres et responsables paysans.
- Planification du développement local dans le cadre de la décentralisation.
- Analyse de filières agro-alimentaires et organisation des producteurs.
- Conception de dispositifs institutionnels d'appui à la production.

FORMATION DE BASE

- 1964 Etudes secondaires à Saint-Nazaire.
- 1964-1968 Etudes supérieures à la Faculté de Sciences Economiques de Nantes.
- 1968-1969 Institut d'Etudes du Développement Economique et Social.
Diplôme de 3ème Cycle de Paris 1.
- 1969-1970 Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes de Montpellier.
Diplôme de l'Institut, "cum maxima laude".
- 1974-1975 Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes de Montpellier.
Stage de formation à la Recherche en Economie Rurale.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

1983-1998 **France**

- Chargé de programme et de recherche au CIEPAC (Centre International pour l'Education Permanente et l'Aménagement Concerté), Montpellier.
- Secrétaire Général de l'Association.
- animateur du Réseau Agriculture Paysanne et Modernisation Afrique (APM) (1992-1994).
- Membre de l'Inter-Réseaux.
- Nombreuses missions (voir ci-après) :
 - en Afrique de l'Ouest (Sénégal, Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Cap-Vert, Guinée),
 - en Afrique Centrale (Cameroun, Tchad).
 - en Afrique de l'Est (Burundi).
 - dans l'Océan Indien (Comores).

1980-1983 **Sénégal**

- Professeur d'économie et planification à l'ENEA (Ecole Nationale d'Economie Appliquée de Dakar) en tant qu'expert CIEPAC.
 - Cours :
 - * d'économie rurale,
 - * de planification locale aux élèves ingénieurs,
 - * des travaux de la planification, de l'aménagement du territoire, de la coopération.
 - Renovation pédagogique du collège planification.
 - Participation à la conception et à la mise en place des terrains d'application de l'ENEA en zone rurale pour servir de base à la formation permanente des élèves en situation.
 - Chargé de cours à l'Ecole Nationale d'Administration et de la Magistrature.

1976-1980 **France**

- Stagiaire de Recherche à l'IAM (Institut Agronomique Méditerranéen) à Montpellier (1976-1977) : collaboration à une étude sur l'agro-alimentaire en région méditerranéenne sous la direction du Professeur Malassis.
- Ouvrier agricole dans une exploitation céréalière et maraîchère en Charentes Maritimes (1977-1980).
- Stagiaire CFPA de Nanteuil : stage de mécanique agricole ; obtention d'un brevet professionnel de mécanicien-conducteur d'engins (mars à septembre 1980).

1974-1976 Mali

- Professeur d'économie rurale à l'IPR (Institut Polytechnique Rural de Katibougou) :
 - cours d'économie rurale à des Ingénieurs de Travaux.
 - séminaire de formation aux techniciens de l'Opération Riz Mopti.
 - chargé de la rénovation pédagogique de l'établissement.

1972-1974 France

- Adjoint à la Direction des Etudes de l'ESITPA (Ecole Supérieure d'Ingénieurs et Techniciens pour l'Agriculture, Paris).
Responsable administratif et pédagogique de la deuxième année de la Section Ingénieurs de l'Ecole, avec les fonctions suivantes :
 - ré-actualisation des programmes de deuxième année.
 - coordination des cours avec les intervenants extérieurs.
 - cours d'économie générale.
 - séminaires sur "agricultures comparées".
 - choix et suivi des stages de 3 mois des étudiants en milieu rural.
 - gestion du budget de l'année.

1970-1972 Algérie

- Animateur-Assistant à l'ITA (Institut de Technologie Agricole) de Mostaganem (statut VSN) :
 - animateur des séances de formation diffusées par télé-enseignement.
 - participation à la cellule économique et gestion : conception des programmes, réalisation des modules.
 - conception et encadrement des stages dans le secteur agricole autogéré.

PRINCIPALES MISSIONS ET TRAVAUX

Axe planification du développement local, appui aux collectivités locales décentralisées

Sénégal (1983-1985)

- Démarche expérimentale de planification des trois communautés rurales test, à la faveur d'un programme national de formation des chefs de Centres d'Expansion Rurale (CER).

Cap-Vert (1985)

- Test de planification locale, à la faveur d'un programme de formation des cadres de l'Institut National des Coopératives (INC) du Cap Vert.

Mauritanie (1984-1986)

- Appui au Projet de développement intégré du Guidimaka dans sa démarche de planification concertée.

Guinée (1985-1986)

- Appui au Projet d'aménagement du Fouta Djallon par la formation des cadres à l'approche participative des problèmes de gestion des ressources naturelles.

Sénégal (1985-1986)

- Appui à une organisation paysanne, le CADEF, pour l'élaboration avec les adhérents d'un diagnostic et d'un programme d'actions.

Sénégal (1994)

- Animation d'une démarche de planification dans la Communauté Rurale de Ross Béthio (Fleuve).
- Contribution à l'étude préparatoire au démarrage des programmes FED-Coopération décentralisée, au Sénégal.

Comores (1995 & 1998)

- Définition d'un projet d'appui au développement régional de l'île de Mohéli faisant suite à un projet de développement rural intégré financé par la CFD.
- Evaluation de la première phase du projet de développement régional de Mohéli (1998).

Axe appui à l'organisation paysanne

Sénégal (1985-1995)

- Elaboration et appuis réguliers (4 missions par an) au Projet Recherche-Développement CADEF (financement FPH/CFD).
- Appui à l'émergence de la coordination des organisations rurales du département de Bignona (CORD) et à la création de la "Maison du Paysan".
- Contribution à l'établissement d'un programme de formation avec le Comité National de Concertation des Ruraux (CNCR) pour le compte de l'ANDA (Association Nationale pour le Développement Agricole, France).

Mali (1993-1997)

- Appui au Syndicat des producteurs cotonniers et vivriers (SYCOV) : formation des responsables, système de communication avec les adhérents, conseil stratégique dans le cadre du contrat-plan Etat-CMDT-SYCOV.

Afrique (1992-1995)

- Appui à l'émergence et animation du Réseau Agriculture Paysanne et Modernisation Afrique (APM Afrique), regroupant des responsables paysans, des techniciens et des chercheurs.

Nouvelle-Calédonie (1998)

- Appui à l'ADEVY (Association de Développement de Yaté) en Province Sud, dont l'activité essentielle est la mise en marché des produits agricoles et halieutiques de la commune.

France (1991-1992)

- Appui à l'Association des Salariés Agricoles (ASAVPA) pour définir la place de cette catégorie dans un monde rural en rapide mutation.

Sénégal (1997)

- Appui à l'APD (Association des Producteurs du Delta du Fleuve) dans la définition de son programme d'action.

Axe appui méthodologique à des Projets ou Sociétés d'intervention, en phase de désengagement et de redéfinition de leurs relations avec les producteurs

Burkina Faso (1992)

- Missions auprès du Projet Vivrier Nord-Yatenga (PVNY) pour mettre en oeuvre le partenariat avec les organisations paysannes de la Région.

Sénégal (1992)

- Mission d'appui à la Direction de la Formation et de la Recherche-Développement de la SAED pour l'appui à l'émergence et au renforcement des organisations paysannes dans les périmètres irrigués.

Burundi (1992-1993)

- Missions d'appui au Projet Nyanza-Lac et au Projet Moso (financement FAC) pour la promotion d'organisations paysannes partenaires.

Tchad (1996)

- Participation à la définition du projet d'appui aux structures rurales de la zone soudanienne (mission Sic-Terroirs pour le compte du Ministère français de la coopération et de la CFD).

Bénin (1996)

- Etude des besoins des communautés de base en micro-réalisations, préparatoire au démarrage de l'Agence de financement (AGePIB) (mission pour le compte du MPRE/GTZ).

Mali (1996)

- Participation à l'étude du CIRAD-SAR sur les relations entre la Recherche et les organisations paysannes pour le compte du Ministère français de la coopération.

Cameroun (1997)

- Evaluation du projet professionnalisation du Projet DPGT (Développement Paysannal et Gestion des Terroirs de la Sodecoton).

Bénin (1998)

- Etude de faisabilité d'une phase de consolidation du PGRN (Projet de Gestion des Ressources Naturelles).

Axe formation professionnelle des cadres de Projets et des responsables paysans

Sénégal (1986-1988)

- Participation à la définition et au lancement d'un cycle de formation ENEA/CIEPAC sur l'instrumentalisation du développement à la base.

France (1985-1990)

- Prestations multiples au CNEARC (Centre National d'Etudes Agronomiques des Régions Chaudes), CIEDEL (Centre International d'Etudes pour le Développement Local).

France (1992 à 1997)

- Participation à la conception du Master VOPA (Vulgarisation et Organisation Professionnelle Agricole) d'Agropolis.
- Animation conjointe avec le CIRAD-SAR de 4 modules, notamment le module "Organisation des producteurs".

Mali (1994-1996)

- Préparation et animation d'un séminaire de formation des responsables paysans du SYCOV sur la filière coton et sur le marché international.
- Préparation à la mise en place d'un observatoire de suivi des filières coton en Afrique de l'Ouest.

Sénégal (1997)

- Animation d'un séminaire sur la problématique riz en Afrique pour le compte du Réseau APM Afrique.

Afrique (1997)

- Lancement de l'observatoire des filières coton en Afrique.
- Elaboration des premiers bulletins d'information, "L'Echo des Cotonniers".

Axe Recherche et Capitalisation

- Participation à l'étude fertilité en zone de Savanes (MICAM-CIRAD, 1986).
- Participation au programme de recherche du CIRAD/SAR sur l'évolution des stratégies paysannes face à la sécheresse dans la zone CADEF (1987-1989).
- Participation au programme de recherche du CIRAD/SAR sur les organisations paysannes et le changement (étude comparée d'expériences menées en Afrique et en Amérique Latine) (1992-1995).
- Co-animation du Séminaire international du CIRAD (Mèze, mars 1995) sur les organisations paysannes face au désengagement de l'Etat.
- Co-animateur d'une rencontre internationale à Capetown, en Afrique du Sud, entre responsables paysans Africains et Latino-américains sur les nouvelles stratégies des organisations paysannes dans le contexte de mondialisation (1998).

- Préparation et animation de la rencontre de Bamako du réseau APM Afrique sur la sécurité alimentaire (août 1996).
- Préparation et participation à la rencontre de Yaoundé (septembre 1996) des réseaux affiliés au programme APM préparatoire à la conférence de Rome sur la sécurité alimentaire.
- Animation d'une étude sur les dynamiques foncières au Sud-Bénin (1997).

PRINCIPALES PUBLICATIONS ET PRODUCTIONS

- Guide méthodologique de l'ENEA (1983).
- Scénario d'évolution de la recherche agronomique tropicale française (étude GRET/CIEPAC, 1986).
- Planification du développement local (avec Jacques Mercoiret) (Ministère de la Coopération et du Développement, 1992).
- Méthode de planification locale pour les organisations paysannes d'Afrique Sahélienne (avec J. Mercoiret) (Editions de L'Harmattan, 1993).
- L'appui aux producteurs ruraux (ouvrage collectif, coordonné par M.R. Mercoiret) (Editions Karthala).
- L'évolution des stratégies paysannes face à la sécheresse en zone CADEF (CIRAD-DSA, 1990).
- La démarche mise en oeuvre dans le programme Recherche-Développement du CADEF (CIRAD-DSA, 1990).
- Participation à l'encyclopédie en diaposons sur le développement au Sahel (production CIEPAC/CIEDEL).
- Actes du séminaire coton au Mali, tomes 1 et 2 (ouvrage collectif) (janvier 1995).
- Compte-rendu de l'atelier de Mèze (participation) : "Etats désengagés, Paysans engagés" (publication FPH).
- Livrets de formation syndicale (SYCOV Mali) : Histoire du SYCOV - Le contrat-plan - Le marché mondial du coton.
- La sécurité alimentaire en Afrique (Le Monde Diplomatique).
- Histoire du CADEF, organisation paysanne casamançaise (à paraître).

53, rue Saint Brice
Clos Saint Brice
28000 Chartres
☎ : 02.37.35.13.27

Marié
31 ans
Français
Originaire d'Epinal (88)

PRINCIPALES QUALIFICATIONS**STRUCTURATION DU MONDE RURAL**

* Recherche-action sur les conditions d'existence et de viabilité des organisations paysannes en Afrique noire : cas de la Guinée forestière (1992-1994). Association Française des Volontaires du Progrès, Institut National Agronomique Paris-Grignon, Ministère Français de la Coopération, Ministère Guinéen de l'Agriculture et des Ressources Animales. Observatoire de la **structuration paysanne** : organisations paysannes et intervenants de la région (projets de développement, administration, bailleurs de fonds) :

- Etudes monographiques d'organisations paysannes de Guinée forestière (groupements, coopératives, associations dans les domaines de la production de riz, d'huile de palme, de café, de bananes ; de l'épargne et du crédit agricole). Suivi d'Unions de groupements et de Fédérations paysannes. (Plus de 200 nuits dans les villages de Guinée forestière).

- Rédaction d'une synthèse « *Les organisations paysannes et rurales en Guinée : conditions de fonctionnement et propositions d'appui* », 1994.

- Etude spécifique des groupements de planteurs de café encadrés par le projet Relance de la Caféiculture en Guinée Forestière (Projet Ministère de la Coopération, Caisse Française de Développement, Soca'2, CIRAD, BDPA mis en place en 1988), 1994.

* Etude socio-économique de la zone de Zabré (Burkina-Faso). Analyse des organisations paysannes présentes dans le département (Ingénieur sans frontières, CIEPAC, ENSA.M), 1989.

AUTRES EXPERIENCES OUTRE-MER**CAMEROUN, BURKINA-FASO****DEVELOPPEMENT LOCAL, DROITS FONCIERS DELEGUES**

* Animation d'une réflexion sur le développement local (AFVP-Burkina-Faso) : Rédaction d'un document de capitalisation : *Le développement local et son financement - les Programmes d'appui au développement local de l'AFVP au Burkina-Faso : capitalisation méthodologique*. 2 semaines, Février 1998.

* Recherche sur les droits fonciers délégués en Afrique noire francophone : synthèse bibliographique de l'existant dans le cadre d'un programme de recherche sur la situation foncière actuelle en Afrique anglophone et francophone. GRET, 2 mois, 1998.

* Recherche sur le foncier au Nord-Cameroun dans les Monts Mandara chez les Mafas (1991) : ENSA.M, INA-PG, Comité diocésain de développement de Maroua, AFVP, Ministère de la Coopération, 1991 (six mois). Etude des systèmes fonciers traditionnels chez les Mafas en montagne (200 habitants/km²) et en plaine (influence des législations modernes sur la gestion des terres et sur les pratiques agronomiques) ; Comparaison des systèmes et interprétation des divergences et convergences.

EXPERIENCES EN FRANCE

FORMATION ET ANIMATION

- * Projet de réorganisation de l'Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP) : secrétaire-animateur d'une **commission d'administrateurs** (six mois, 1996). Organisation de débats et d'échanges entre pouvoirs publics français, associations de jeunesse, associations de développement, anciens volontaires, volontaires en poste, salariés de l'Association, partenaires de l'Association.
- * Animation-synthèse de la rencontre annuelle (une semaine) des délégués de l'AFVP en poste en Afrique, 1997.
- * « *Démarche de recherche* », séminaire du DEA « Sciences sociales et sociétés rurales », Université Nanterre - Paris X, 1997.
- * « *Démarches d'intervention en Afrique sub-saharienne* », séminaire du DEA « Sciences sociales et sociétés rurales », Université Nanterre - Paris X, janvier 1998.
- * « *Rôle des organisations non gouvernementales du Nord et du Sud dans le développement* », DESS « Développement et Coopération », Paris 1, février 1998.

EXPERIENCES REDACTIONNELLES ET PUBLICATIONS

- * Participation à la rédaction d'ouvrages « *Aménagement des bas-fonds au Sahel* », ouvrage collectif, à paraître en 1998, GRET, 350 p ; « *Agriculture Vietnamiennne* », à paraître, ouvrage collectif, GRET, 300 p. ; plaquette de présentation du Programme Fleuve Rouge, GRET, 1997.
- * Secrétaire technique adjoint du Réseau GAO (Réseau Groupements, Associations villageoises, Organisations paysannes : publication d'un dossier « *Hommes et animaux* », Dossier de l'Inter-réseaux, Novembre 1995 et de la « *Lettre du Réseau GAO n°23* », Réseau GAO, Décembre 1995.
- * « *Les banques spontanées de la Guinée forestière* », Grain de Sel, n°6, Juillet 1997.
- * « *Statut foncier et utilisation du sol en Afrique Noire* », Revue des SAFER « *Regards sur le Foncier* », Juin 1995.

FORMATION

Institut National Agronomique Paris-Grignon INA-PG (1995- janvier 1998)

- * Diplôme de **Doctorat** spécialisé en **sociologie rurale** « *Projets de développement et sociétés locales en Afrique subsaharienne : une nécessaire synergie ? Exemple de la Guinée* », INA-PG, 300 p. : Réflexion et remise en cause du **fonctionnement par projet de développement** : Réflexion sur la notion de projet, l'origine des projets de développement, la place des acteurs des projets de développement dans les actions.

Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Montpellier (1988-1991)

- * Diplôme d'**Ingénieur Agronome** spécialisé en **Economie Agricole, Agro-alimentaire et Rurale**.

Université de Montpellier 1 (1990-1991)

- * **Diplôme d'Etudes Approfondies** en **Economie Agricole, Agro-alimentaire et Rurale**.

LANGUES

- * Français (langue maternelle) : Lu, écrit, parlé : Excellent ;
- * Anglais, lu, écrit, parlé) : bonne
- * Mafa, Guerzé, Toma, Malinké, Manon, Peul, Soussou (notions)
- * Informatique : Word 6, Excel 5, Dbase, HTML.

APPARTENANCES

- * Inter-réseaux (revue *Grain de sel*) : réseau regroupant des acteurs du développement rural dans les pays du Sud (paysans, représentants paysans, agents de développement des pays du Sud et des pays du Nord appartenant à des ONG, des bureaux d'études, chercheurs, enseignants, consultants indépendants,...).

Conseil Scientifique de l'INA-PG, 1997-98 ; Conseil Général de l'ENSA.M de 1988-90.

IV/Proposition financière : devis



pération
tionale
erche
mique

opement

ement
ires,
nement
urs
era

5
J.-F. Breton
Montpellier

ne :
1 55 36
ie :
1 12 23

r
70 00172
B
70

Devis n°BND/VB/89/98

Mission Française de Coopération
et d'Action Culturelle

B.P. 570
CONAKRY
REPUBLIQUE DE GUINEE

Objet : Etude de capitalisation de l'appui aux
organisations professionnelles agricoles
en Guinée (projet FAC 95007000).
Prestation de service de deux experts 3 ;
- en Guinée 1 mois x 2 = 2 mois
- en France 15 jours x 2 = 1 mois
+ un expert 1
- en France pour synthèse bibliographique et traitement de données ;
période 4ème trimestre 1998.

❶ Voyages :

→ AR Montpellier / Conakry 6000 FF x 2 =	12 000 FF
→ Frais d'approche 800 FF x 2 =	1 600 FF

Sous-total n°1	13 600 FF

❷ Déplacements sur place :

→ à charge du projet = p.m.

❸ Per Diem Guinée :

→ 160 USD /J x 5,50 x 60 jours =	52 800 FF
----------------------------------	-----------

❹ Honoraires :

Expert 1 : 1 mois France x 34 803 FF	34 803 FF
Expert 3 :	
Guinée : 2 mois x 95 217 FF/mois	190 434 FF
France : 1 mois x 64 920 FF/mois	64 920 FF

	255 354 FF

⑤ Frais de réunions :

→ à charge du projet = p.m.

⑥ Frais de frappe, édition et diffusion du rapport :


→ Montant forfaitaire = 5 000 FF

TOTAL 361 557 FF

Arrêté le présent devis à la somme de TROIS CENT SOIXANTE ET UN MILLE FRANCS, CINQ CENT CINQUANTE SEPT FRANCS FRANÇAIS.

Pour le CIRAD-TERA

L. MAS



Adjoint au Directeur

Copies : Programme AF / DIR